

Bruno JEANBART, Olivier FERRAND,

Présidents du groupe de travail

AVANT-PROPOS

Partout, en Europe, comme sous d'autres formes en Amérique du Nord, la social-démocratie est en crise. Il y a des raisons idéologiques à cela, bien sûr. Mais aussi des raisons sociologiques : la coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière, est en déclin. Une nouvelle coalition émerge : la « France de demain », plus jeune, plus diverse, plus féminisée, plus diplômée, urbaine et moins catholique. Un électorat progressiste au plan culturel. Une population d'« outsiders » au plan socioéconomique, variable d'ajustement face à la crise d'une société qui a décidé de sacrifier les nouveaux entrants pour protéger les « insiders », et qui a besoin de la puissance publique pour briser le plafond de verre. Il constitue le nouvel électorat « naturel » de la gauche. En voie de structuration, il n'est toutefois pas encore majoritaire. Dans ces conditions, quelle stratégie électorale la gauche doit-elle retenir pour 2012 ?

Ce rapport est destiné à alimenter les réflexions des formations politiques et des candidats progressistes. Plusieurs stratégies électorales possibles sont esquissées dans le rapport. La stratégie optimale dépend du candidat qui la porte : l'élection présidentielle est une élection personnalisée, l'identité du candidat est susceptible de mobiliser des électorats aux profils sensiblement différents. Cette stratégie doit bien sûr être articulée avec les choix de fond qui sont pris dans le cadre d'un projet politique proposé aux Français. Elle doit enfin tenir compte de la conjoncture – or la conjoncture, fortement marquée par la crise, sera structurante en 2012.

Cet exercice de sociologie électorale a été mené en parallèle dans neuf pays, à l'initiative du Center for American Progress (Etats-Unis) et de la Fondation Ideas (Espagne) : Allemagne, Royaume Uni, France, Pays-Bas, Suède, Hongrie, Australie, Canada, Etats-Unis. Dans tous ces pays, le diagnostic est identique : la coalition historique de classe s'efface, une nouvelle coalition émerge – avec les mêmes composantes sociologiques. La France n'est pas un cas isolé : la gauche, en Europe et dans l'ensemble du monde occidental, évolue de concert. Une restitution de ces travaux a eu lieu le 7 avril 2011 à Madrid. Les rapports nationaux ainsi que le rapport de synthèse sont disponibles sur le site de Terra Nova : www.tnova.fr.

SYNTHESE

Partout en Europe, la social-démocratie est en crise. Elle ne gouverne plus que dans 6 pays sur 27. Elle n'a pas pu capitaliser politiquement sur la Grande Crise de 2008.

Comment expliquer cette désaffection politique ? Il y a, bien sûr, la crise idéologique. Le modèle de société porté par la social-démocratie – l'économie sociale de marché, autour de la construction de l'Etat-providence –

n'est plus compatible en l'état avec le nouveau monde globalisé. Il doit être refondé.

Mais il y a une autre raison à la crise de la social-démocratie. Elle a trait à la sociologie électorale : la coalition historique qui a porté la gauche depuis près d'un siècle, fondée sur la classe ouvrière, est en déclin. C'est vrai en France, comme dans le reste de l'Europe et aux Etats-Unis.

UNE COALITION HISTORIQUE EN DECLIN

LA FIN DE LA COALITION OUVRIERE

Depuis le Front populaire en 1936, la gauche en France (socialiste, mais surtout communiste) a accompagné la montée en puissance du monde ouvrier. La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 leur est intimement liée : la classe ouvrière est à son apogée démographique (37% de la population active) et vote massivement à gauche (72%, soit +20 points par rapport à la moyenne nationale). Autour de ce cœur ouvrier s'est constituée une coalition de classe : les classes populaires (ouvriers, employés) et les catégories intermédiaires (le cadres moyens).

Ce socle historique de la gauche se dérobe aujourd'hui, à partir d'un double mouvement.

D'abord, le rétrécissement démographique de la classe ouvrière : après un siècle d'expansion, la population ouvrière se contracte rapidement à partir de la fin des années 1970, pour ne plus représenter que 23% des actifs aujourd'hui – soit pour la gauche une chute de 40% de son socle électoral. Ce phénomène, corollaire de la désindustrialisation du pays, est amplifié par la dévitalisation du sentiment de classe : seul un quart des ouvriers se reconnaissent dans la classe ouvrière. L'explication est à trouver dans la recomposition interne du monde ouvrier. Le nombre d'ouvriers non qualifiés a fortement décliné, au profit des ouvriers qualifiés, mieux rémunérés, qui accèdent à la société de consommation, et qui se reconnaissent davantage dans les classes moyennes. Par ailleurs, les ouvriers de l'industrie ne représentent plus que 13% des actifs : deux ouvriers sur cinq travaillent dans le secteur tertiaire, comme chauffeurs, manutentionnaires ou magasiniers. Ces ouvriers des services, qui travaillent dans l'isolement, ne bénéficient plus de l'identité ouvrière : le collectif de travail de l'usine, la tradition syndicale, la fierté du métier.

Second mouvement : les ouvriers votent de moins en moins à gauche. L'érosion est continue depuis la fin des années 1970 et prend des allures d'hémorragie électorale ces dernières années. Au premier tour de l'élection présidentielle, le différentiel de vote au profit de la gauche entre les ouvriers et la moyenne de l'électorat passe de +15 points en 1981 à 0 en 2002 : il n'y a plus de spécificité du vote ouvrier. Pire, le candidat Lionel Jospin n'a rassemblé que 13% des suffrages ouvriers : les ouvriers ont moins voté socialiste que l'ensemble des Français (16%). Au second tour de la présidentielle,

le vote ouvrier passe de 72% en 1981 à 50% en 2007 : pour la première fois de l'histoire contemporaine, les ouvriers, qui ne votaient déjà plus à gauche au premier tour, ne votent plus à gauche au second.

A L'ORIGINE DU DIVORCE : UN CHANGEMENT DE VALEURS

Historiquement, la gauche politique porte les valeurs de la classe ouvrière, tant en termes de valeurs socioéconomiques que culturelles. Elle est la porte-parole de ses revendications sociales et de sa vision de l'économie : pouvoir d'achat, salaire minimum, congés payés, sécurité sociale, nationalisation des grandes entreprises, encadrement des prix... Et l'une comme l'autre restent relativement conservatrices sur le plan des mœurs, qui demeurent des sujets de second plan par rapport aux priorités socioéconomiques.

A partir de la fin des années 1970, la rupture va se faire sur le facteur culturel. Mai 68 a entraîné la gauche politique vers le libéralisme culturel : liberté sexuelle, contraception et avortement, remise en cause de la famille traditionnelle... Ce mouvement sur les questions de société se renforce avec le temps pour s'incarner aujourd'hui dans la tolérance, l'ouverture aux différences, une attitude favorable aux immigrés, à l'islam, à l'homosexualité, la solidarité avec les plus démunis. En parallèle, les ouvriers font le chemin inverse. Le déclin de la classe ouvrière – montée du chômage, précarisation, perte de l'identité collective et de la fierté de classe, difficultés de vie dans certains quartiers – donne lieu à des réactions de repli : contre les immigrés, contre les assistés, contre la perte de valeurs morales et les désordres de la société contemporaine.

Malgré cette discordance sur les valeurs culturelles, la classe ouvrière continue au départ de voter à gauche, qui la représente sur les valeurs socioéconomiques. Mais l'exercice du pouvoir, à partir de 1981, oblige la gauche à un réalisme qui déçoit les attentes du monde ouvrier. Du tournant de la rigueur en 1983 jusqu'à « l'Etat ne peut pas tout » de Lionel Jospin en 2001, le politique apparaît impuissant à répondre à ses aspirations. Les déterminants économiques perdent de leur prégnance dans le vote ouvrier et ce sont les déterminants culturels, renforcés par la crise économique, « hystérisés » par l'extrême droite, qui deviennent prééminents dans les choix de vote et expliquent le basculement vers le Front national et la droite.

UNE DYNAMIQUE IDENTIQUE DANS L'ENSEMBLE DU MONDE OCCIDENTAL

La France ne fait pas exception. Partout en Europe, en Amérique du Nord, en Australie, la coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière, s'efface. Même dans les pays où existe un lien institutionnel, via les syndicats, entre la classe ouvrière et la gauche politique, le vote ouvrier déserte la gauche : Grande Bretagne, Allemagne, Suède. La social-démocratie perd sa base électorale.

UNE NOUVELLE COALITION EN VOIE DE STRUCTURATION

LE NOUVEL ELECTORAT DE LA GAUCHE : LA FRANCE DE DEMAIN

Si la coalition historique de la gauche est en déclin, une nouvelle coalition émerge. Sa sociologie est très différente :

1. Les diplômés. Ils votent plus à gauche que la moyenne nationale (+2 points en 2007). Le vote à gauche est désormais corrélé positivement au niveau de diplôme : plus on est diplômé, plus on vote à gauche ; moins on est diplômé, plus on vote à droite.

2. Les jeunes. C'est le cœur de l'électorat de gauche aujourd'hui : +11 points par rapport à la moyenne nationale au second tour de la présidentielle, en 2007 (58% contre 47%). L'orientation politique du vote est très fortement corrélée à l'âge : le vote à gauche baisse avec l'âge ; et les seniors votent massivement à droite – ils ont donné une avance de 30 points à Nicolas Sarkozy contre Ségolène Royal (65-35). S'il y a un facteur âge (on est idéaliste à 20 ans, et on devient plus conservateur en vieillissant), il y a surtout un facteur générationnel : les nouvelles générations votent de plus en plus à gauche.

3. Les minorités et les quartiers populaires. La France de la diversité est presque intégralement à gauche. L'auto-positionnement des individus révèle un alignement des Français d'origine immigrée, et plus encore de la deuxième génération, à gauche – de l'ordre de 80-20. On retrouve des scores de cette ampleur dans les bureaux de vote des quartiers populaires, et encore de 62-38 dans les zones urbaines sensibles.

4. Les femmes. Nous vivons un renversement historique : l'électorat féminin, hier très conservateur, a basculé dans le camp progressiste. En 1965, l'électorat féminin a assuré la victoire du Général de Gaulle ; François Mitterrand l'emportait chez les hommes. En 1981, les femmes votent encore 7 points de moins à gauche que les hommes (49% contre 56% au second tour). En 2007, pour la première fois, elles votent plus à gauche que les hommes, de 2 points (49-47). La transition vers la gauche se poursuit à vive allure. En 2010, aux élections régionales, cet écart atteint désormais +7 points (58-51).

La nouvelle coalition de la gauche n'a plus rien à voir avec la coalition historique : seuls les jeunes appartiennent aux deux. L'identité de la coalition historique était à trouver dans la logique de classe, la recomposition en cours se structure autour du rapport à l'avenir. La nouvelle gauche a le visage de la France de demain : plus jeune, plus féminin, plus divers, plus diplômé, mais aussi plus urbain¹ et moins catholique². Elle est en phase avec la gauche politique sur l'ensemble de ses valeurs.

Contrairement à l'électorat historique de la gauche, coalescé par les enjeux socioéconomiques, cette France de demain est avant tout unifiée par ses valeurs culturelles, progressistes : elle veut le changement, elle est tolérante, ouverte, solidaire, optimiste, offensive. C'est tout particulièrement vrai pour les diplômés, les jeunes, les minorités³. Elle s'oppose à un électorat qui défend le présent et le passé contre le changement, qui considère que « la France est de moins en moins la France », « c'était mieux avant », un électorat inquiet de l'avenir, plus pessimiste, plus fermé, plus défensif.

Le facteur socioéconomique joue aussi. Car la France de demain réunit avant tout les « outsiders » de la société, ceux qui cherchent à y rentrer, notamment sur le marché du travail, mais n'y parviennent que difficilement : les jeunes, les femmes, les minorités, les chômeurs, les travailleurs précaires. Ils ont du mal car ils sont la principale variable d'ajustement face à la crise d'une société d'« insiders » qui, pour préserver les droits acquis, sacrifie les nouveaux entrants. Ces « outsiders » ont besoin de l'aide de la puissance publique pour surmonter les barrières qui se dressent devant eux : ils ont besoin d'un Etat qui les aide à s'émanciper, à briser le plafond de verre. Ils sont soutenus par les plus intégrés (les diplômés), solidaires de ces « exclus » par conviction culturelle.

LES LIMITES DE LA NOUVELLE COALITION

La nouvelle gauche qui émerge en France est la même que celle qui se dessine partout en Europe. Elle ressemble de près à la coalition qui a porté Barack Obama au pouvoir en 2008. Avec une différence d'importance : elle n'est pas majoritaire.

La nouvelle coalition électorale de la gauche présente trois faiblesses structurelles :

- Une dynamique démographique limitée. Les minorités constituent une population en expansion mais au poids démographique faible : seuls 5% des Français ont deux parents immigrés ; on peut estimer à 15% les Français issus de la diversité. Rien à voir avec les Etats-Unis, où la part des minorités atteint près de 30%. Surtout, les jeunes sont une population déclinante en France, alors que c'est le contraire aux Etats-Unis.

- Une coalition électorale en construction. Le nouvel électorat de gauche vote, élection après élection, de plus en plus à gauche. C'est une excellente nouvelle pour la gauche, pour l'avenir. Cela souligne au contraire une faiblesse actuelle de la coalition : elle ne fait pas le plein. C'est vrai pour les diplômés, qui votent encore faiblement à gauche. Pour les jeunes : ils votent moins à gauche qu'aux Etats-Unis : ils donnent 16 points de plus à Ségolène Royal face à Nicolas Sarkozy en 2007 (58/42) contre 34 à Barack Obama face à John McCain (67/33). Mais c'est surtout chez les femmes que la gauche française ne fait pas encore le plein : elles ne donnent que 2 points de plus à Ségolène Royal par rapport aux hommes en 2007 (48/46), +5 points aux élec-

tions régionales de 2010, contre +12 points à Barack Obama (56/44).

- Une abstention élevée. Les jeunes et les minorités votent moins que la moyenne nationale : respectivement -7 points pour les 18-24 ans et -4 points pour les zones urbaines sensibles (mais -34 dans les quartiers populaires) en 2007. Leur participation s'effondre dans les élections de faible intensité politique (européennes, régionales, cantonales).

Face à cette nouvelle coalition de gauche, la recomposition radicale du paysage politique français fait émerger deux blocs électoraux :

L'ELECTORAT DE DROITE, CENTRE SUR LES SENIORS

L'électorat de droite n'a guère changé ces dernières décennies : les seniors, les indépendants (artisans, commerçants), les agriculteurs, les catholiques. Lui aussi devient plus clivant : sa propension à voter à droite se renforce. Il est en opposition avec les valeurs de gauche dans toutes ses composantes, tant socioéconomiques que culturelles, et parfois de manière radicale comme les agriculteurs ou les seniors (sur les valeurs culturelles).

Les seniors constituent le cœur de l'électorat de droite. Ils votent, on l'a vu, massivement à droite. Ils ont un taux de participation record : plus de 90% en 2007. Et il s'agit d'une catégorie en expansion démographique importante : elle représentait 27% de la population en 2005, elle représentera 38% en 2030. D'où un problème majeur pour la gauche : peut-elle gagner sans le vote des seniors ?

L'ELECTORAT INTERMEDIAIRE, UN NO MAN'S LAND INCERTAIN ET INSTABLE.

Cet électorat regroupe tous les éléments du salariat : ouvriers, employés (la coalition historique de la gauche), professions intermédiaires, classes moyennes supérieures. Historiquement, la hiérarchie du salariat dictait l'orientation politique : plus on était en bas de l'échelle, plus on votait à gauche, et inversement. Ouvriers, employés, professions intermédiaires, classes moyennes supérieures s'étagaient selon une ligne politique linéaire, du plus à gauche au plus à droite. La logique de classe, hier principale grille de lecture électorale, s'est aujourd'hui brouillée. Toutes ces catégories se retrouvent à peu près au même niveau dans le rapport de forces droite/gauche. Leur vote est incertain. Il pourrait même s'inverser si les tendances, très rapides, se poursuivent : des classes moyennes supérieures votant le plus à gauche (comme les diplômés) jusqu'aux ouvriers votant le plus à droite.

L'électorat intermédiaire est divisé sur les valeurs : une partie le rattache à la gauche, l'autre à la droite. La grille de lecture pertinente oppose classes populaires et classes moyennes. Les classes populaires (ouvriers et employés) ont des valeurs socioéconomiques qui les rat-

tachent à la gauche (Etat fort et protecteur, services publics, sécurité sociale) et des valeurs culturelles conservatrices (ordre et sécurité, refus de l'immigration et de l'islam, rejet de l'Europe, défense des traditions...). La division est inversée pour les classes moyennes (professions intermédiaires et classes moyennes supérieures) : des valeurs culturelles de gauche mais des valeurs socioéconomiques de droite.

L'électorat intermédiaire pose un double enjeu à la gauche : la classe ouvrière a-t-elle définitivement basculé ? Et quelle stratégie électorale adopter pour cet électorat, terrain de bataille privilégié, par son incertitude et sa mobilité, de l'affrontement droite/gauche ?

QUELLE STRATEGIE ELECTORALE POUR 2012 ?

LA STRATEGIE CENTRALE « FRANCE DE DEMAIN » : UNE STRATEGIE CENTREE SUR LES VALEURS

L'élection de 2012 se déroule dans une période de mutation profonde du paysage politique : la structuration d'hier est affaiblie mais n'a pas encore disparu ; celle de demain émerge mais ne s'est pas encore pleinement déployée. Cela laisse le champ à plusieurs options stratégiques.

Une ligne de conduite incontournable est toutefois de s'adosser à son nouvel électorat « naturel » : la France de demain. C'est d'autant plus nécessaire que la perspective d'un « nouveau 21 avril » représente un risque réel : le niveau électoral inédit du Front national et la fragmentation du camp progressiste menacent la gauche d'une élimination au premier tour de l'élection présidentielle. Il sera donc vital de rassembler son camp au premier tour.

Il n'est pas possible aujourd'hui pour la gauche de chercher à restaurer sa coalition historique de classe : la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche. La volonté pour la gauche de mettre en œuvre une stratégie de classe autour de la classe ouvrière, et plus globalement des classes populaires, nécessiterait de renoncer à ses valeurs culturelles, c'est-à-dire de rompre avec la social-démocratie. Le parti travailliste néerlandais (PvdA) a tenté une telle rupture sous la direction de Wouter Bos. Se définissant comme un parti de classes, le parti des classes populaires, et non de valeurs, il a accompagné son électorat dans le conservatisme culturel pour se positionner « anti-immigration », « anti-Europe », et « anti-impôts », basculant ainsi de la social-démocratie au social-populisme. L'échec électoral a été cuisant : le PvdA a terminé à 13% aux dernières élections locales, entraînant le remplacement de Wouter Bos par Job Cohen, maire d'Amsterdam, qui a repositionné le parti dans la mouvance sociale-démocrate.

Quelle stratégie la gauche doit-elle adopter pour faire le plein de son nouvel électorat naturel ?

Elle doit opter pour une stratégie de valeurs. L'électorat « France de demain » les partage. Il y a des marges de manœuvre. Les élections régionales de 2010 ont montré que le vote à gauche des femmes, des jeunes, des diplômés progressent plus fortement que la moyenne de l'électorat. Pour accélérer ce glissement tendanciel, la gauche doit dès lors faire campagne sur ses valeurs, notamment culturelles : insister sur l'investissement dans l'avenir, la promotion de l'émancipation, et mener la bataille sur l'acceptation d'une France diverse, pour une identité nationale intégratrice, pour l'Europe.

La gauche doit également privilégier une stratégie de mobilisation. La « France de demain » vote fortement à gauche mais vote peu. Il est toutefois possible d'améliorer son taux de participation : les jeunes ou les minorités ne sont pas des abstentionnistes systématiques, ils votent par intermittence. L'objectif est donc de les mobiliser : cela passe par une campagne de terrain (porte-à-porte, phoning, présence militante sur les réseaux sociaux et dans les quartiers...), sur le modèle Obama.

Une telle stratégie, sous les hypothèses du rapport, pourrait ramener 2.500.000 voix à la gauche au second tour, de quoi effacer les 2.200.000 d'avance obtenus en 2007 par Nicolas Sarkozy. Toutefois, le résultat demeurerait serré.

LA STRATEGIE COMPLEMENTAIRE AVEC LES « CLASSES MOYENNES »

L'électorat « France de demain » est le nouveau mole central à partir duquel la gauche doit rayonner pour constituer une majorité. L'électorat à conquérir – l'électorat intermédiaire – est divisé en deux : classes moyennes et classes populaires. La coalition « France de demain » les intègre déjà en partie et doit chercher à s'élargir aux deux. Mais la stratégie n'est pas la même selon que l'on cible les classes populaires ou les classes moyennes.

Une stratégie d'élargissement vers les classes moyennes se justifie sur un triple plan. C'est la plus compatible avec la stratégie « France de demain » : elle permet de faire campagne sur les valeurs culturelles, sur lesquelles les classes moyennes sont en phase avec la gauche, et qui sont la priorité du nouvel électorat de gauche. C'est un électorat disponible : les professions intermédiaires, les plus nombreuses (23% de l'électorat total, contre 15% pour les classes moyennes supérieures) et en expansion, ont voté 14 points de mieux pour la gauche aux régionales par rapport à la présidentielle (contre +7 points en moyenne), ce qui constitue l'évolution la plus spectaculaire vers la gauche sur la période. Cela consiste, enfin, à s'appuyer sur une tendance naturelle : les classes moyennes évoluent vers la gauche.

Une telle stratégie est toutefois risquée. Cet électorat n'a pas de tradition de vote à gauche : il demeure versatile

tant qu'il n'a pas été fidélisé. Agrégeant des réalités différentes, il est composite, donc difficile à unifier. Il nécessite une adaptation du discours de gauche sur les questions économiques et sociales. Sur la fiscalité par exemple : les classes moyennes, par rapport aux classes populaires, se caractérisent notamment par l'accumulation d'une petite épargne sur le cycle de vie, qu'elles veulent protéger et transmettre.

LA STRATEGIE COMPLEMENTAIRE AVEC LES CLASSES POPULAIRES

C'est la tentation naturelle de la gauche, qui ne peut se résoudre, pour des raisons historiques, à perdre les classes populaires. La gauche doit dès lors axer sa campagne sur les priorités économiques et sociales, où elles sont en phase, et faire oublier ses convictions culturelles, notamment sur l'immigration et l'islam.

Une telle stratégie présente des atouts. Elle est en phase avec la conjoncture, qui place les réponses à la crise économique au cœur des priorités des Français. Et les classes populaires représentent toujours une part très importante de l'électorat : encore 23% pour les ouvriers et surtout 30% pour les employés, en expansion, soit au total plus de la moitié de l'électorat. La gauche y a des fidélités historiques, entretenues par un dense réseau d'élus locaux de terrain. Surtout, une partie de sa nouvelle base électorale, la « France de demain », appartient aux classes populaires : les Français issus des quartiers, les jeunes déclassés, les minorités...

Mais c'est une stratégie difficile. Elle va à contre-courant : les tendances sont au basculement des classes populaires à droite. Elle est compliquée à articuler avec la stratégie centrale vers l'électorat « France de demain » : elle nécessite de ne pas faire campagne sur les questions culturelles, alors qu'elles sont le ressort principal de ce dernier électorat ; et même sur le facteur socioéconomique, les propositions à développer ne sont pas les mêmes, entre la demande de protection des « insiders » fragilisés (protection des statuts, des droits sociaux) et la demande d'assistance des « outsiders ». Elle se heurte désormais à un obstacle de taille : le nouveau Front national. En voie de dédramatisation, et donc bientôt fréquentable, le FN de Marine Le Pen a opéré un retournement sur les questions socioéconomiques, basculant d'une posture poujadiste néolibérale (anti-Etat, anti-fonctionnaires, anti-impôts) à un programme de protection économique et sociale équivalent à celui du Front de gauche. Pour la première fois depuis plus de trente ans, un parti entre à nouveau en résonance avec toutes les valeurs des classes populaires : protectionnisme culturel, protectionnisme économique et social. Le FN se pose en parti des classes populaires, et il sera difficile à contrer.

Toutefois, il est possible d'identifier au sein des classes populaires des sous-catégories plus aisées à raccrocher à la gauche. Il y a d'abord les précaires, les chômeurs, les exclus : ceux-là votent à 70% à gauche – le problème de

la gauche se situe avec les classes populaires au travail, qui sont en CDI mais qui ont peur du déclassement. Il y a ensuite les jeunes ouvriers : ils sont d'origine étrangère (maghrébine) et donc sensibles aux enjeux culturels liés à l'immigration et l'intégration, mais ils sont très peu nombreux dans cette période de désindustrialisation accélérée. Il y a surtout les employées. Il s'agit à l'inverse d'un contingent électoral très important (77% des employés sont des femmes, soit 5.8 millions d'électeurs). Elles votent anormalement à droite : +7 points par rapport aux employés hommes en 2007. C'est un angle mort du discours politique de gauche, ouvrieriste, dont l'imaginaire est associé au travailleur homme à l'usine. Les employées sont pourtant sensibles aux orientations de la gauche : travaillant à temps partiel subi, souvent pauvres, éprouvant des conditions de travail pénibles en l'absence de couverture syndicale forte, en détresse du fait de situations personnelles souvent difficiles (célibataires avec enfants à charge), ces salariées précarisées ont beaucoup de points communs avec les « outsiders » exclus du marché du travail, qui sont au cœur de l'électorat de gauche.

LA CONQUETE DES SENIORS : UNE STRATEGIE IMPOSSIBLE ?

Certains à gauche envisagent cette stratégie, avec une idée simple. Ségolène Royal a fait un score très dégradé chez les seniors en 2007 : 35%. Avec seulement 43%, elle aurait gagné la présidentielle. En partant de si bas, avec un président sortant qui les a agacés, un programme plus adapté et un candidat plus en phase, il devrait être facile de récupérer ce retard.

Rien n'est moins sûr. Les seniors ont des valeurs frontalement opposées à celles de la gauche. Ils ont toujours voté à droite et leur vote à droite se renforce. En empochant le sursaut à gauche de cet électorat aux régionales (+3 points par rapport à l'évolution moyenne), la gauche récupérerait moins de 500.000 voix sur un différentiel de 2.2 millions en 2007.

Le profil du candidat pourrait permettre d'améliorer les résultats de la gauche. Les seniors sont très sensibles à la crédibilité et à l'autorité du candidat. Par ailleurs, la « triangulation » sur les questions de sécurité ferait sens. C'est la priorité politique de cet électorat, or la question de sécurité s'est détachée des autres questions culturelles pour devenir de plus en plus consensuelle dans tous les électorsats : la gauche peut donc se l'approprier sans s'aliéner son électorat de base.

* * *

Les déterminants sociologiques ne sont pas, tant s'en faut, les seuls facteurs explicatifs du vote.

Il y a les déterminants politiques : le profil du candidat ; le projet ; l'unité de son camp politique. Il y a aussi les déterminants conjoncturels : le niveau de rejet du parti au pouvoir et du candidat sortant ; les événements d'actualité qui impactent les perceptions de l'électorat.

Mais le lien entre ces déterminants politiques et conjoncturels avec les déterminants sociologiques est essentiel pour former une stratégie victorieuse. A cet égard, la gauche se présente en 2012 avec des choix cruciaux à réaliser.

INTRODUCTION

Partout en Europe, depuis la fin des années 1990, la social-démocratie a décliné. Elle est aujourd'hui en crise. Elle ne gouverne plus que dans 6 pays sur 274. Elle n'a pas pu capitaliser politiquement sur la Grande Crise de 2008, qui a pourtant disqualifié le modèle libéral dominant.

Comment expliquer cette désaffection politique ? Il y a, bien sûr, la crise idéologique. La social-démocratie a porté un modèle, l'économie sociale de marché, centré sur l'Etat-providence. Ce modèle a fait le bonheur de l'Europe pendant les Trente Glorieuses, alliant croissance, plein emploi et cohésion sociale autour de la création d'une vaste classe moyenne de plus en plus prospère. Fragilisé dès le début des années 1980, il s'avère aujourd'hui incompatible avec les nouvelles conditions historiques du monde globalisé. La gauche est en quête rien moins que d'une refondation idéologique : il lui faut inventer un nouveau modèle de développement, portant ses valeurs mais adapté au XXIème siècle⁵. La réflexion sur le projet est ainsi un élément clé du renouveau politique de la gauche.

Mais il y a une autre raison à la crise de la social-démocratie. Elle a trait à la sociologie électorale : la coalition historique qui a porté la gauche depuis près d'un siècle, fondée sur la classe ouvrière, est en déclin. Une autre coalition est en train d'émerger, mais cette coalition moderne n'a pas encore atteint sa maturité. Prise entre ces deux électorats, aux valeurs différentes, la gauche est en crise. C'est le cas en France, comme dans le reste de l'Europe et, plus largement, du monde occidental.

I-GAUCHE : UNE COALITION ELECTORALE HISTORIQUE EN DECLIN

Depuis trente ans, en France comme partout dans le monde occidental, la sociologie électorale de la gauche vit une mutation fondamentale : son socle historique – les ouvriers – se dérobe. L'explication est simple : un divorce croissant entre les valeurs de la gauche et celles du monde ouvrier.

I.1. LA FIN DE LA COALITION OUVRIERE

A- LA COALITION ELECTORALE DE LA GAUCHE REPOSAIT SUR LA CLASSE OUVRIERE

La gauche politique s'est progressivement structurée, au cours du XIXème siècle, en opposition aux rémanences de l'ordre ancien et au système capitaliste naissant. Sur le plan politique, elle a porté l'égalité des droits et la liberté individuelle - en promouvant la République contre la monarchie, la démocratie contre l'aristocratie, la laïcité contre l'influence de l'Eglise, Dreyfus contre

l'armée ... Sur le plan social, elle a porté l'égalité de conditions, refusant de rester passive face à la transformation de la société d'ordres en une société de classes.

L'ouvrier est alors la figure emblématique du monde nouveau : originaire de la campagne, issu d'une famille de paysans, il vient s'installer en ville pour trouver du travail à l'usine. Développant une sociabilité autre que familiale et villageoise, il tend peu à peu à s'affranchir des traditions, religieuses et politiques. A la ville, il est un individu libéré de la pression des pairs. A l'usine, il est intégré à un collectif de travail, où il peut constater les inégalités économiques produites par le capitalisme – ne disposant que de sa force de travail, il en est la victime directe - et grâce auquel il peut les dénoncer.

La gauche, si elle agrège des composantes diverses – aristocrates et bourgeois éclairés, professeurs et fonctionnaires « hussards de la République », ... - trouve dans la classe ouvrière un socle électoral central, avec lequel elle est en phase tant culturellement qu'économiquement, sur lequel elle va capitaliser progressivement.

La propension des ouvriers à voter à gauche va aller croissant, du début du siècle jusqu'aux années 1980.

A l'origine, la population ouvrière est traversée par une certaine diversité politique : il existe bien des ouvriers révolutionnaires, protestataires, réformistes, mais il en existe aussi de plus conservateurs, catholiques ou indifférents. Au début du XXème siècle, « les deux tiers au moins des électeurs appartenant à [la classe ouvrière] ne votaient pas socialiste ». Et « en 1928 et 1932, le pourcentage des voix socialistes et communistes restait inférieur à celui des ouvriers de l'industrie » dans la population⁶.

C'est avec le Front populaire que la dynamique s'enclenche, et que les ouvriers se mobilisent collectivement autour de la gauche. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à l'occasion des élections de 1958 et de 1967-1968, les enquêtes d'opinion Ifop apportent des éléments tangibles pour rendre compte de la structuration du vote : les ouvriers votent davantage à gauche que l'ensemble de la population (respectivement +8 points et +14 points). L'« alignement » du vote ouvrier sur la gauche se renforce lors des élections législatives de 1973 : les ouvriers donnent alors 22 points supplémentaires à la gauche par rapport au vote de l'ensemble de l'électorat. 68 % des ouvriers votent alors à gauche ; 69 % lors des législatives suivantes, en 1978⁷.

Cette dynamique électorale est renforcée par une dynamique démographique : la population ouvrière est en expansion. En 1936, un siècle après le début de la première révolution industrielle, elle représente déjà 30% de la population active. A la fin des années 1970, elle atteint 37%⁸.

En 1981, la gauche remporte la présidentielle grâce à cette double dynamique – et à l'agrégation complémentaires de classes moyennes (cf. infra). Au deuxième tour

de la présidentielle, les ouvriers ont voté Mitterrand à 72%, contre une moyenne nationale de 52% (+20 pts).

B- MOINS D'OUVRIERS : LE RETRECISSEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE...

A partir de la fin des années 70, on assiste à un brutal retournement démographique : la classe ouvrière, jusque-là en expansion dans la population active totale, se contracte rapidement.

Les deux crises pétrolières de 1974 et 1979 mettent à mal plusieurs secteurs industriels (sidérurgie, métallurgie, ...). Dès 1982, la part des ouvriers dans la population active redescend à 34%, son niveau au début des années 50. C'est la fin des « Trente Glorieuses », le début des « Trente Piteuses ». A l'exception du début des années 2000, l'érosion est quasi-continue : plus d'un million d'emplois ouvriers ont été détruits depuis le début des années 1970 ; en 2006, seuls 23% de la population active était ouvrière⁹.

Ce rétrécissement est amplifié par l'amenuisement, au point de vue subjectif, du sentiment de classe. En 2010, les actifs qui se reconnaissent comme appartenant à la classe ouvrière ne sont plus que 6% - un quart de la population ouvrière (contre 23% en 1966 - les deux tiers)¹⁰.

L'explication à ce phénomène est à trouver dans la recomposition interne au monde ouvrier. Le nombre d'ouvriers non qualifiés a fortement décru, tandis que le nombre d'ouvriers qualifiés, adaptés aux nouvelles exigences induites par le progrès technique, ayant accès à la société de consommation et se reconnaissant davantage comme appartenant à la classe moyenne, a continué à croître. Les secteurs d'emplois ont fortement évolué : « aujourd'hui deux ouvriers sur cinq travaillent dans le secteur tertiaire : comme chauffeurs, manutentionnaires ou magasiniers, ou dans les services marchands comme l'intérim ou le nettoyage, dans des situations professionnelles caractérisées par un isolement et une précarité accrus, sans traditions de lutte syndicale et d'action collective¹¹ ». Désocialisation ouvrière d'un côté, progression sociale de l'autre, éclatement des formes et des lieux de travail : la force de l'identité ouvrière s'est dissoute dans un triple mouvement.

C- ... ET MOINS A GAUCHE : LES OUVRIERS NE VOTENT PLUS A GAUCHE

Non seulement, à partir de 1980, les ouvriers sont de moins en moins nombreux en proportion de la société française, mais ils votent de moins en moins à gauche. Le tassement est déjà perceptible à la fin des années 70. S'il est certes difficile de renforcer des divergences déjà élevées entre groupe sociaux dans le cadre d'une dynamique majoritaire, la spécificité du vote ouvrier s'atténue : au second tour, le score de la gauche chez les ouvriers était majoré de 22 points par rapport au vote de l'ensemble des Français en 1978, de 20 points en 1981, soit une érosion de deux points.

A partir de cette date, l'érosion s'accélère avant de prendre des allures d'hémorragie électorale ces dernières années, comme le montre le graphique ci-dessous. Au premier tour de la présidentielle, le différentiel de vote au profit la gauche entre les ouvriers et l'ensemble des Français passe de +15 points en 1981 (66% contre 51%), +14 en 1988 (63% contre 49%), seulement +8 en 1995 (49% contre 41%) et tombe à 0 en 2002 (43% contre 43%).

En 2002, le score de la gauche chez les ouvriers est égal au score obtenu dans l'ensemble de l'électorat. Il n'y a plus de spécificité du vote ouvrier. Pire, le candidat socialiste Lionel Jospin n'a rassemblé que 13% des suffrages ouvriers : ils ont moins voté socialiste que l'ensemble des Français, à 16% (soit -3 pts). Entre 1981 et 2002, c'est chez les ouvriers que le recul du vote à gauche est le plus important : -23 points (de 66% à 43%), contre -8 points en moyenne pour l'ensemble de l'électorat (de 51% à 43%).

L'élection de 2007 confirme la tendance. Au premier tour, les ouvriers ont certes voté en faveur de Ségolène Royal dans la moyenne des Français. C'est un sursaut par rapport à 2002, et il doit beaucoup au positionnement spécifique de Ségolène Royal, qui en appelle directement aux classes populaires. Au second tour, pourtant, les ouvriers partagent leur vote : 50-50 entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Les ouvriers votent plus pour Ségolène Royal que la moyenne de l'ensemble des Français (+3 points). Mais pour la première fois de l'histoire contemporaine, les ouvriers, qui ne votaient déjà plus à gauche au premier tour, ne votent plus à gauche au second tour.

La perte du vote ouvrier met la gauche dans une situation électorale critique. En 2007, dans l'hypothèse d'une participation des ouvriers au scrutin à hauteur de 70% (contre une participation moyenne de 84%), une même propension des ouvriers à voter à gauche en 2007

qu'en 1981 aurait permis une victoire de Ségolène Royal avec 51,5% des voix (cf. tableau ci-dessous).

D- LES CLIVAGES AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIERE

A l'intérieur de ces tendances générales, il est à noter que la classe ouvrière n'est plus aussi homogène que dans les années 1950. Comme nous avons commencé à l'évoquer plus haut :

l'ouvrier spécialisé, menacé dans son emploi, vit une réalité sociale différente de l'ouvrier qualifié, plus intégré ;-

- les ouvriers isolés, à l'inverse des ouvriers d'usine ou d'atelier, ne peuvent s'intégrer dans un collectif de revendication ;

- les ouvriers fils d'ouvriers peuvent avoir un sentiment de relégation sociale et une crainte de l'étranger plus forte qu'un ouvrier naturalisé ou issu de l'immigration récente.

Ces clivages peuvent avoir des conséquences en termes électoraux. Il s'avère par exemple que le vote frontiste, sur la période 1988-2002, est positivement corrélé au nombre d'attaches ouvrières¹² :

Différentes identités ouvrières, aux options politiques distinctes, se recréent. Est-ce un retour à la situation politique d'avant le Front populaire, où Mattei Dogan témoignait de la diversité de la classe ouvrière ?

I.2. A L'ORIGINE DU DIVORCE : UN CHANGEMENT DE VALEURS

Historiquement, comme il est évoqué plus haut, la gauche politique et la classe ouvrière sont alignées l'une sur l'autre, tant en termes de valeurs socioéconomiques que culturelles. Sous le Front populaire et au lendemain de la Seconde guerre mondiale, toutes deux portent les mêmes revendications : limitation du temps de travail, congés payés et salaire minimum, renforcement de la protection sociale, nationalisation des grandes entreprises, encadrement des prix... L'une comme l'autre restent conservatrices sur le plan des mœurs – seul le droit de vote est accordé aux femmes, en 1945 ; la vision très hétérodoxe de Léon Blum sur le couple et la famille ne trouve pas place dans les programmes de gauche¹³.

Mai 68 signe une première rupture entre la gauche et la classe ouvrière : si elles restent en phase sur le plan économique (revendication de droits sociaux nouveaux, augmentation du pouvoir d'achat), des oppositions se créent sur le plan culturel, dont les incompréhensions entre étudiants et ouvriers sont un témoignage. Liberté sexuelle, contraception et avortement, remise en cause de la famille traditionnelle... : la classe ouvrière n'est pas une fervente partisane de la libération des mœurs à la quelle s'est ralliée la gauche politique. La prévalence du facteur économique sur le facteur culturel, la priorité donnée aux salaires dans les revendications ouvrières, le maintien d'un discours de « rupture » avec le système capitaliste, permettent néanmoins, sur cette période, de préserver et même d'amplifier, jusqu'après les crises pétrolières, l'adhésion des ouvriers à la gauche.

Les années 80 constituent le véritable tournant.

Sur les questions économiques, la gauche a mis en place des réformes d'ampleur - retraite à 60 ans, semaine de 40 heures, augmentation du salaire minimum, nouvelles nationalisations... - mais elle n'est pas en mesure de les soutenir. La politique de rigueur, initiée en 1983, est une rupture qui suscite le désenchantement. Les ouvriers, touchés de plein fouet par la crise puis la mondialisation, par les restructurations et le chômage, ne se voient plus d'avenir. L'affirmation de Lionel Jospin, « l'Etat ne peut pas tout », face à la fermeture des usines Renault, est pour la classe ouvrière le symbole de l'impuissance du politique : les déterminants économiques perdent de leur prégnance dans le vote ouvrier.

En parallèle, le déclin de la classe ouvrière – la montée du chômage, la précarisation, la fragmentation sociale et la perte d'identité collective – donne lieu à des réactions de repli. La fierté ouvrière laisse place au développement d'un ressentiment contre de possibles nouveaux entrants. La lutte contre l'immigration – et les immigrés –, la lutte contre l'assistanat – et les assistés –, la promotion d'une société « morale », dotée de normes fortes, où l'on se protège des marges, ont alors trouvé dans la classe ouvrière un terrain de jeu favorable.

Désormais, les ouvriers se positionnent en priorité en fonction de leurs valeurs culturelles – et ces valeurs sont profondément ancrées à droite (cf. graphique suivant¹⁴) :

(...)

I.3. UNE EVOLUTION GENERALE DANS L'ENSEMBLE DU MONDE OCCIDENTAL

Une même dynamique est à l'œuvre dans l'ensemble du monde occidental. La Suède, pays social-démocrate par excellence, mais aussi l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, entre autres, ont vu comme la France le clivage entre les votes de gauche ouvrier et les votes de gauche non-ouvrier (indice d'Alford) s'atténuer depuis 1945 (cf. graphique ci-dessous)

II- UNE COALITION MODERNE EN VOIE DE STRUCTURATION

La coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière, est en déclin. Mais une nouvelle coalition émerge. Elle dessine une nouvelle identité sociologique de la gauche, la France de demain, face à une droite dépositaire de la France traditionnelle.

II.1. LE NOUVEL ELECTORAT DE LA GAUCHE

A- LES DIPLOMES

La première catégorie de population à dynamiser le vote de gauche est celle des diplômés.

Le niveau de diplôme est devenu un élément du positionnement sur l'échiquier politique. Apparaît depuis quelques années une polarisation progressive des votes en fonction de ce critère : au-delà de l'effet générationnel (cf. infra), l'augmentation du niveau de diplôme va de pair avec une plus forte propension à voter à gauche.

Ainsi Ségolène Royal a-t-elle réalisé ses meilleurs scores en 2007 chez les plus diplômés (49%), ses moins bons chez les non diplômés et faiblement diplômés (45-46%)

Cette évolution s'explique, de la même manière que celle du vote ouvrier, par la détermination plus forte du vote par les valeurs culturelles. Les dernières élections présidentielles ont mis ces enjeux au centre de la campagne, et le graphique ci-dessous¹⁵ le montre clairement : si cela n'a pas d'incidence sur son positionnement sur les questions économiques et sociales, plus un individu est diplômé, plus il adhère aux valeurs cultu-

relles de la gauche (à droite sur le graphique) : libertés des mœurs, tolérance, ouverture aux différences culturelles, acceptation de l'immigration...

Cette évolution dynamise d'autant plus le vote de gauche qu'elle accompagne une expansion démographique des diplômés : comme le montre le graphique ci-dessous¹⁶, le nombre de titulaires d'un BEP au plus a chuté de 83% de la population en 1982 à 63% en 2006 (-20 points) ; celui de diplômés du supérieur a progressé de 8 % à 22% (+14 points).

Cette expansion démographique est appelée à se poursuivre à un rythme accéléré. Si le « stock » de diplômés du supérieur est aujourd'hui de 22% dans la population française, le « flux » est aujourd'hui de 40% chez les jeunes, et ce chiffre devrait s'accroître rapidement (il atteint 60% dans les pays les plus avancés). A vote constant, une telle évolution viendrait fortement renforcer le potentiel électoral de la gauche.

B- LES JEUNES

La forte propension des jeunes à voter à gauche est une force constante de la gauche. Entre 1981 et 2007, elle est quasiment restée la même, chez les 18-24 ans : au second tour de la présidentielle, elle était de 21% supérieure à la moyenne en 1981 (+11 pts), de 24% en 2007

(+11 pts également). Les jeunes sont aujourd'hui au cœur de la coalition électorale de la gauche.

L'orientation politique du vote est fortement corrélée à l'âge : plus on est jeune, plus on vote à gauche ; plus on avance dans l'âge, plus on vote à droite. Le tableau ci-dessous le montre pour les dernières élections, présidentielle 2007 et régionales 2010. Il y a certes un ressaut pour les 25-34 ans à la présidentielle : ils votent moins à gauche que les 35-49 ans (50% contre 52%), mais il s'agit d'une exception générationnelle : cette génération a formé sa conscience politique au début des années 90, au moment où la gauche se débattait dans la corruption et le crépuscule de l'ère Mitterrand. Ce ressaut est d'ailleurs gommé pour les régionales 2010.

Comment expliquer cette corrélation entre le vote et l'âge ? Le facteur d'âge joue certainement : plus on est jeune, plus on est idéaliste ; plus on avance dans l'âge, plus on mûrit, plus on a de revenus et de patrimoine à « défendre », moins on est en phase avec les évolutions culturelles de la société portées par la jeunesse. Les graphiques présentés plus haut croisant les valeurs culturelles et socioéconomiques montrent une telle évolution : chaque génération, en vieillissant dans le temps, devient plus conservatrice.

Mais le facteur générationnel joue également, et plus nettement : la conscience politique que l'on se forge à 20 ans détermine le vote à venir. Quand on a été à gauche à 20 ans, on l'est sans doute un peu moins à 60, mais statistiquement on l'est encore le plus souvent. Or le graphique ci-dessous¹⁷ montre une évolution spectaculaire : plus une génération est récente, plus elle vote à

gauche – c'est vrai à 20 ans et ça le demeure à 60. La génération 1930-1940 vote au même âge, et quel que soit l'âge, de l'ordre de vingt points de moins à gauche que la génération 1980-1990. Cela fait dire à Vincent Tiberj que la « majorité qui vient » est structurellement à gauche : au fur et à mesure du remplacement des générations, le potentiel électoral de la gauche se renforce.

Comment expliquer le vote à gauche des jeunes ? Le graphique suivant¹⁸ en illustre la raison. Depuis ces trente dernières années, les plus jeunes sont relativement plus à gauche que les plus âgés, sur le plan économique et social mais avant tout sur le plan des valeurs culturelles. C'est le facteur culturel qui fait la différence et ancre les jeunes à gauche.

Le rôle clé du vote des jeunes à gauche a toutefois une série de limites.

Première limite : la démographie est défavorable aux jeunes. Le poids relatif de cette catégorie d'âge dans la population est appelé à baisser, du fait du vieillissement de la population : il passe de 11.9% en 1950 à 7.8% en 2050. L'érosion est lente toutefois : en 2012, le poids relatif des 18-24 ans sera de 8.7%, contre 8.9% en 2007.

Seconde limite : la participation des jeunes est plus faible, et intermittente. En 2002 notamment, l'abstention des jeunes a été l'une des raisons évoquées de l'échec de la gauche dès le premier tour. En 2007 la mobilisation a été importante : on compte 6% de nouveaux inscrits dans la tranche d'âge 18-24 ans (dont la moitié d'inscriptions volontaires, en plus des inscriptions d'office à la majorité) et 5% de nouveaux inscrits dans la tranche 25-29 ans. Malgré tout, le vote des jeunes reste inférieur à la moyenne nationale : 77% au second tour (- 7 points).

Troisième limite : l'éparpillement du vote des jeunes au premier tour. S'il converge au second tour, il s'exprime de différentes manières au premier, et le vote en faveur du candidat socialiste y semble particulièrement sensible à la conjoncture et à l'offre politique. S'il était

très fort en 1988, après la campagne portée par le slogan « Génération Mitterrand », et en 2007 où Nicolas Sarkozy avait fait des personnes âgées son cœur de cible électoral (resp. +21% et +22% de vote pour le candidat socialiste chez les 18-24 ans par rapport au vote de l'ensemble des électeurs), il était plus faible en 1981, 1995 et 2002 (resp. -15%, -9% et -19%). En d'autres termes, le vote des jeunes est progressiste avant d'être socialiste.

Dernière limite : les jeunes constituent une catégorie peu homogène. Quand on étudie le vote des moins de 30 ans au second tour de la présidentielle de 2007 (53% ont voté pour Royal, +6 points par rapport à l'ensemble des électeurs), on s'aperçoit que ce sont les jeunes précaires qui votent à gauche : à 60% (+13 points), contre 48% pour les jeunes en CDI (+1 point). Les jeunes femmes

sont également motrices du vote à gauche. La polarisation du vote entre les sexes a été plus forte chez les jeunes qu'en moyenne : 56% des femmes de moins de 30 ans ont voté Royal (+9 points) contre 48% des hommes de moins de 30 ans (+1), à comparer à respectivement 48% (+1) et 46% (-1) pour l'ensemble des femmes et l'ensemble des hommes¹⁹.

C- LES MINORITES ET LES QUARTIERS POPULAIRES

La France des quartiers populaires est massivement à gauche. Les analyses comparatives menées dans des zones urbaines sensibles (ZUS)²⁰ montrent, en 2007, une plus forte propension au vote à gauche dans ces zones (+12 pts au second tour par rapport à l'ensemble des électeurs), en particulier en faveur du Parti socialiste (+8 pts au premier tour), relativement à celle constatée dans les zones pavillonnaires et les centres-villes situés dans leur voisinage. Les scores obtenus par la gauche dans les bureaux de vote les plus populaires sont exceptionnels : plus de 80% pour Ségolène Royal au second tour de l'élection présidentielle.

Au cœur de ces quartiers populaires, il y a les Français de la diversité. L'auto-positionnement des individus, sondés dans une enquête dont les résultats sont présentés ci-dessous²¹, révèle un alignement très fort des Français immigrés et de leurs enfants sur la gauche. Le rapport de forces gauche-droite y est extrême, de l'ordre de 80-20 voire 90-10. Il se vérifie quelle que soit l'origine nationale. Il est le plus massif pour les Français d'origine africaine (tant sub-saharienne que maghrébine) et se renforce nettement pour la seconde génération par rapport à la première (de l'ordre de 10 points). La seule exception est la première génération d'origine asiatique, qui reste polarisée à droite par anticommunisme.

Ce positionnement à gauche, relativement homogène, constitue sans doute une conséquence à la fois des phénomènes de discrimination vécus par ces populations et d'une volonté de défendre leur identité face à certains discours du champ politique perçus comme stigmatisants.

Moins engagées dans la vie politique nationale, se sentant peut-être plus reléguées au rang d'« objet » que sollicitées comme « acteur » du débat public, ces populations comptent davantage d'individus indéterminés.

Pour autant, la France de la diversité participe pleinement aux élections. Le taux de participation des enfants de deuxième génération est ainsi identique à celui d'individus de souche dotés de caractéristiques sociodémographiques similaires²². Par ailleurs, le différentiel de participation entre les zones ZUS et non ZUS n'est pas toujours significatif : l'amplitude

au sein des zones ZUS est particulièrement élevée. Seules certaines zones bien particulières connaissent des

taux de participation réellement inférieurs à la moyenne²³.

La population des Français issus de l'immigration est en expansion démographique et en mutation identitaire :

En 2006, près de 150.000 acquisitions de la nationalité française ont été accordées (cf. tableau ci-dessous-24), en augmentation de 60% par rapport à 1995²⁵ :

Dans l'hypothèse d'une continuation à l'identique, ce sont entre 500.000 et 750.000 nouveaux électeurs, naturalisés français entre 2007 et 2012, qui pourront participer au prochain scrutin présidentiel sans avoir pu participer au précédent.

Parmi eux, environ 300.000 seront des enfants d'immigrés, nés et vivant en France. Au début des années 2000, 2,3 millions de personnes âgées de 0 à 65 ans nées et vivant en France avaient deux parents immigrés ou un seul parent connu immigré (soit 5% d'entre elles) ; 1 million d'entre eux étaient des enfants ou adolescents de moins de 17 ans²⁶. Environ 300.000 avaient atteint la majorité, acquis la nationalité française et le droit de vote en 2007²⁷. 300.000 individus supplémentaires devraient devenir majeurs et être en mesure de voter en 2012.

Aujourd'hui, 6 à 7% des Français sont musulmans et 23% des français ont au moins un parent immigré.-

- Le nombre d'enfants issus d'une mère étrangère se renouvelle par ailleurs de façon croissante. A la fois relativement au nombre total de nouveau-nés : « en 2006, les enfants nés de mères étrangères représentent 12,0 % de l'ensemble des naissances. C'est un peu moins qu'en 2005 (12,4 %) mais en légère augmentation depuis dix ans : en 1996, cette proportion atteignait 9,6 % »²⁸. Et en valeur absolue : plus de 100.000 enfants sont nés de mère étrangère en 2008, un record historique, qui va de pair avec le plus grand nombre de naissances depuis 1981²⁹. La diversification du corps électoral par naturalisation d'enfants nés et vivant en France va se poursuivre.

- A ces électeurs naturalisés puisque nés et vivant en France doivent s'ajouter les Français naturalisés nés à l'étranger. Leur part dans la population française s'est également accrue, passant de 2,15% en 1982 à 2,67% en 2004 (1.940.000)³⁰.

- Ces nouveaux électeurs, Français d'origine immigrée et enfants d'immigrés, sont différents de ceux qui, désormais âgés, commencent à sortir du corps électoral pour cause de décès : ils ne sont plus majoritairement de pays européens et catholiques (Italie, Espagne, Pologne, ...), mais de pays du Maghreb et d'Afrique, souvent musulmans. Ils sont de ce fait plus sensibles aux enjeux identitaires et aux discriminations. Le graphique ci-dessous³¹, qui présente la structure par âge des descendants directs d'immigrés selon le pays d'origine des parents, permet de rendre compte de l'évolution en cours :

- Cette tendance est appelée à se renforcer à l'avenir : en 2004-2005, les immigrés recensés viennent un peu moins encore du Portugal, d'Italie, d'Espagne qu'en 1999, et un peu plus d'Algérie, du Maroc, de Turquie et de Tunisie :

C'est un fait politique important : la France de la diversité est aujourd'hui la composante la plus dynamique, tant électoralement que démographiquement, de la gauche en France.

D- LES FEMMES

En 1965, s'il n'avait pas été tenu compte du vote des femmes, François Mitterrand aurait remporté l'élection présidentielle. Les femmes, longtemps tenues à l'écart du monde du travail et cantonnées à leur foyer, chargées d'assurer la pérennité du foyer et la transmission de l'héritage familial, ont d'abord été très marquées à droite. En 1981 encore, elles n'ont voté en faveur de François Mitterrand qu'à hauteur de 49%, contre 56% pour les hommes. Longtemps, le « gender gap » définissant une propension plus forte des femmes à voter à gauche et constaté dans de nombreux pays occidentaux – aux Etats-Unis où les programmes sociaux sont toujours menacés, en Suède où les femmes sont très actives dans la revendication de leurs droits – n'a pas trouvé de traduction en France, autre qu'une moindre propension des femmes à voter en faveur du Front national.

Des années 1980 à 2007, en parallèle d'une entrée plus massive des femmes sur le marché du travail, la polarisation liée au genre s'est lissée, avant de se renverser.

En 2007, pour la première fois de l'histoire électorale française, les femmes ont plus voté à gauche que la moyenne nationale : elles ont voté en faveur de Ségolène Royal à hauteur de 48%, soit 2 points de plus que les hommes.

Cette dynamique, on l'a déjà dit, a été portée par les jeunes femmes. La polarisation chez les femmes en fonction de l'âge a en effet été plus forte que chez les hommes (56% des jeunes femmes de moins de 30 ans ont voté en faveur de Ségolène Royal au second tour de la présidentielle, contre 48% pour l'ensemble des femmes ; 48% des hommes de moins de 30 ans contre 46% pour l'ensemble des hommes), dénotant en cela une évolution générationnelle plus marquée chez les femmes.

Cette tendance s'est confirmée lors des élections régionales de 2010. C'est chez les femmes qu'a pu être observée l'une des poussées les plus sensibles de la gauche : elles ont voté en sa faveur à hauteur de 58%, soit 10 points de plus qu'en 2007, le vote masculin en faveur de la gauche ne progressant dans le même temps que de 5 points, à 51%.

Nombreuse – elle représente aujourd'hui 51,5% de la population totale -, la population féminine aura tendance à maintenir sa supériorité numérique dans les prochaines années, en dépit d'une infériorité numérique

parmi les classes d'âge les plus jeunes et du fait d'une espérance de vie exceptionnelle des femmes³²³³.

C'est un autre fait politique important : le basculement du vote féminin de droite à gauche est rapide, de sorte que les femmes représentent une part majeure du nouvel électorat de gauche.

E- LES NON-CATHOLIQUES

Plus on est catholique pratiquant, plus on est enclin à voter à droite, plus on est a-religieux, plus on est enclin à voter à gauche. Fortement structurante sur les deux facteurs de valeurs, sociales et culturelles, la religion reste, aujourd'hui comme par le passé, un marqueur invariant de positionnement politique, comme le montre le graphique ci-dessous³⁴ :

Au-delà des non-religieux, ce sont aussi tous les non-catholiques, notamment les individus d'« autres religions », composés à 80% de musulmans, qui sont plutôt enclins à voter à gauche.

Dans ces conditions, la dynamique démographique est très favorable à la gauche : comme le montre le graphique ci-après³⁵, les « sans religion » sont désormais aussi nombreux que les catholiques, pratiquants réguliers et occasionnels réunis. Le renouvellement générationnel viendra peu à peu confirmer ces tendances, du fait de la baisse du nombre de baptêmes et du marquage par l'âge de la pratique religieuse.

F- LES URBAINS

Les urbains des grandes villes votent aujourd'hui à gauche, quand les ruraux votent davantage à droite : le vote est aujourd'hui clairement gradué en fonction de la densité du lieu d'habitation. Les grandes villes sont dirigées par la gauche à une écrasante majorité. Le Sénat, même lorsque la gauche est ultra-majoritaire dans les assemblées locales, reste une forteresse pour la droite, du fait de la surreprésentation des élus ruraux dans le collège électoral qui le désigne.

En 2007, le marquage a été clair : Ségolène Royal a remporté 50% des voix dans les plus grandes villes, quand elle n'atteignait que 43% dans les zones rurales³⁶.

Ce rapport de force lui a été d'autant plus bénéfique que la France est plus urbanisée aujourd'hui qu'hier : pour s'en tenir à l'histoire récente, son taux d'urbanisation est passé de 73,3% en 1982 à 75,5% en 1999, date du dernier recensement général.

Les élections régionales, en 2010, ont confirmé ce gradient des grandes villes plus à gauche et des campagnes plus à droite, les grandes villes votant à 55% pour la gauche, les zones rurales à 52%. Mais par la forte remontée de la gauche dans les zones les moins fortement peuplées (+9 pts dans les zones rurales par exemple), elles lui ont aussi rappelé qu'il ne lui était pas impossible de regagner du terrain dans ces territoires.

II.2. LES LIMITES DE LA NOUVELLE GAUCHE ELECTORALE

A- LES SENIORS, UN ELECTORAT INDISPENSABLE POUR GAGNER ?

Les séniors constituent le cœur de l'électorat de droite. En 2007, comme en 1981, la gauche a réalisé ses plus faibles scores chez les plus de 65 ans : au second tour, ils accordent 12 points de moins que la moyenne au candidat de gauche. Si cette faiblesse s'inscrit en 1981 dans le prolongement d'un vote à gauche inversement proportionnel à l'âge, l'originalité de 2007 est qu'elle donne le sentiment d'une rupture entre les moins de 60 ans, à gauche, et les plus de 60 ans, à droite.

En 2007, le soutien des séniors à Nicolas Sarkozy a un effet massue : les 65 ans et plus votent à 65% pour lui, contre 35% pour Ségolène Royal, soit un différentiel phénoménal de 30 points. Nicolas Sarkozy creuse un écart de 2.500.000 voix sur les plus de 65 ans, ce qui lui a permis de l'emporter de 2.193.000 voix au total. Sans la participation des plus de 65 ans, Ségolène Royal aurait remporté le scrutin. Mieux : avec seulement 43% des votes chez les plus de 65 ans, elle aurait gagné l'élection présidentielle. En perdant les voix des électeurs les plus âgés, c'est l'élection que la gauche a perdue.

Une particularité à noter est que le vote des séniors est, à gauche, concentré sur le candidat socialiste. Ainsi, au premier tour, le candidat social-démocrate réalise à chaque élection présidentielle depuis 1981 des scores chez les plus de 65 ans proches voire au-delà de sa moyenne : +2 points en 1981, -1 en 1988, +2 en 1995, +3 en 2002, -2 en 2007. En d'autres termes, le vote des séniors est socialiste mais pas progressiste.

Ces faibles performances de la gauche auprès des séniors lui sont très préjudiciables.

Cette catégorie se mobilise lors des échéances électorales, et obtient des taux de participation record : plus de 90% en 2007 pour ceux nés au cours de la décennie 1940, au premier et au second tour.

Elle est en expansion démographique importante. Les plus de 60 ans représentaient 23% de la population en 1950. Ils en représentaient 27% en 2005. Ils en représenteront 38% en 2030.

D'où un enjeu critique pour l'avenir : la gauche peut-elle gagner l'élection présidentielle sans rechercher les voix des séniors ?

Trois raisons laissent penser que la gauche peut améliorer ses résultats auprès des séniors.

Conjoncturellement, le score de la candidate socialiste en 2007 atteint un plus bas historique chez les séniors. Dans ces conditions, la perspective de regagner du terrain dans cet électorat semble plausible. Par rapport à 2007, et toutes choses égales par ailleurs, il suffirait

pour la gauche de regagner 8 points chez les plus de 65 ans (pour passer du score de 35% à 43%, qui aurait permis de gagner l'élection présidentielle). Ce n'est toutefois pas une mince affaire : il faudrait ainsi réduire de la bagatelle de 16 points le différentiel électoral droite/gauche dans cet électorat fortement positionné à droite, dans ses valeurs comme dans ses traditions de vote – soit le passage d'un différentiel de -30 points (35/65) à un différentiel de -14 (43/57).

Conjoncturellement toujours, les séniors sont susceptibles de désapprouver l'offre politique à laquelle ils ont souscrit en 2007. Nicolas Sarkozy les a, pour le moins, agacés, tant dans ses comportements privés que dans son attitude publique, jugée peu présidentielle. Ils ont déjà pu s'y employer lors des régionales de 2010 : la gauche a effectué sa plus forte percée chez les plus de 65 ans, augmentant son score par rapport à la présidentielle de 10 points, pour remporter 45% des votes au sein de cette population (contre une hausse moyenne de +7 points). La propension des plus de 65 ans à voter à gauche s'est ainsi un peu améliorée, passant de -12 points à -9 points par rapport à la moyenne des électeurs.

Structurellement enfin, des évolutions porteuses par renouvellement de génération se laissent entrevoir. On l'a vu, au-delà de l'effet d'âge (on vote un peu plus à droite au fur et à mesure que l'on vieillit), il y a un fort effet de génération (on continue à voter statistiquement comme on votait à ses 20 ans). Or les générations ont des valeurs de plus en plus marquées à gauche. Cette évolution générationnelle est nettement marquée entre les plus de 65 ans et la génération actuelle des 50-64 ans, qui s'est formée politiquement au moment de mai 68. Si l'on s'en réfère à l'auto-positionnement politique des individus³⁷, les plus de 65 ans sont aujourd'hui très fortement positionnés à droite (à 37% contre 19% en moyenne nationale) ; à l'inverse, la génération des 50-64 ans a un positionnement plus à gauche et à l'extrême gauche (à 30% et 8%, contre 25% et 4% en moyenne nationale), ne retrouvant que 13% de ses membres se déclarant à droite. Les nouveaux électeurs séniors (ceux qui atteignent 65 ans en 2012) sont ainsi potentiellement moins à droite que ceux qu'ils remplacent (les électeurs les plus âgés, qui décèdent).

B- LA BASCULE DEFINITIVE DE LA CLASSE OUVRIERE ?

La gauche a-t-elle perdu définitivement la classe ouvrière ? Le risque est réel.

Certes, lors des dernières élections régionales, les ouvriers ont voté au second tour à 58% pour la gauche, soit 8 points de plus que lors de la présidentielle. Mais le différentiel par rapport à la moyenne nationale est resté quasi-identique : +4 points pour les régionales (58% contre 54%), contre +3 points pour les présidentielles (50% contre 47%). Le vote ouvrier s'est décalé à gauche au même rythme que le reste de la population. On est à

des années-lumière des +22 points aux législatives de 1978 et des +20 points à la présidentielle de 1981.

Surtout, il est probable que le vote ouvrier continue de se détacher de la gauche. On l'a vu, les valeurs portées par la gauche ne sont plus en phase avec les ouvriers sur les questions culturelles. Mais jusqu'ici aucun autre parti ne portait intégralement les valeurs ouvrières. L'électorat ouvrier a basculé vers la droite parce qu'il privilégie désormais les enjeux culturels portés par la droite et plus encore l'extrême droite (lutte contre l'immigration, refus de l'islam, volonté d'ordre...), sur les enjeux économiques et sociaux, toujours portés par la gauche. Avec le nouveau Front National de Marine Le Pen, ce n'est plus le cas.

La « républicanisation » du FN entamée par son nouveau leader (fin d'un positionnement extrémiste, antisémite, nostalgique de Vichy et aux relents néo-nazis) sort le FN de son ghetto protestataire et le rend fréquentable, au profit d'un parti « national », de droite certes très dure sur les questions culturelles mais compatible avec la démocratie et affichant sa volonté de gouverner : l'électorat ouvrier qui partageait les idées culturelles du FN mais ne votait pas pour lui du fait de son extrémisme va pouvoir le faire.

Surtout, le nouveau FN opère une bascule stratégique sur les questions économiques et sociales. Jean-Marie Le Pen affichait des idées libérales au plan économique et social : promotion de la libre entreprise (culte de la petite entreprise des artisans et commerçants), rejet de l'Etat et des fonctionnaires, refus de l'impôt (suppression de l'impôt sur le revenu)... Sa fille promeut au contraire un programme social de gauche : valorisation du rôle de l'Etat social, protection des travailleurs face aux risques du libéralisme, importance de l'égalité...

Le FN se définit désormais comme un parti « national » et « social » : très à droite sur les questions culturelles et à gauche sur les questions économiques et sociales. Il se positionne ainsi très exactement sur les valeurs de l'électorat ouvrier. Pour la première fois depuis trente ans, un parti politique est en phase avec l'ensemble des aspirations ouvrières. C'est pourquoi il sera difficile d'empêcher le FN de devenir le parti des ouvriers. Et, plus globalement, le parti des classes populaires travailleuses : les employés ont des valeurs proches de celles des ouvriers et vont donc être également sensibles aux sirènes du FN.

Les dernières enquêtes d'opinion pour la présidentielle confirment ces risques. Si une nouvelle identité de classe émerge, elle se cristallise sur le Front National. En février 2011³⁸, une enquête Ifop porte Marine Le Pen, candidate du FN, à 20% au premier tour. Elle obtient ce résultat en particulier grâce au vote ouvrier : 37% des ouvriers affirment vouloir voter pour elle... Et au vote des employés : 32%. Le PS est choisi à 16-17% (resp. pour D. Strauss-Kahn et M. Aubry) par les ouvriers, 19-20% par les employés (idem), au coude-à-

coude avec Nicolas Sarkozy. Sur ces deux catégories, le candidat socialiste réalise de moins bonnes performances que Ségolène Royal au premier tour de 2007 (25% chez les ouvriers et 24% chez les employés).

C- L'INCERTITUDE POUR LES CLASSES MOYENNES

L'analyse du vote des classes moyennes n'est pas aisée. D'une part, 65% des Français se reconnaissent comme appartenant aux classes moyennes et moyennes supérieures³⁹ : les tendances qui la parcourent sont donc nombreuses. D'autre part, la typologie retenue par les statistiques publiques pour les caractériser a varié dans le temps : les deux catégories « Industriels, gros commerçants, profession libérales, cadres supérieurs » et « Employés, cadres moyens » de 1982 ont été remplacée par les trois professions « Cadres, professions intellectuelles », « professions intermédiaires » et « employés ». Sans compter, au sens large, les artisans, les commerçants et les agriculteurs⁴⁰.

Quelques constats peuvent néanmoins être posés.

LES CLASSES MOYENNES SUPERIEURES VOTENT DAVANTAGE A GAUCHE ET LA POLARISATION ENTRE CLASSES MOYENNES INFÉRIEURES ET SUPERIEURES S'ESTOMPE...

Au second tour de la présidentielle, en 1981, il existe un fort clivage entre « employés et cadres moyens » d'un côté, « industriels, gros commerçants, professions libérales et cadres supérieurs » de l'autre : le différentiel de vote à gauche est de 17 points. Les classes moyennes sont encore traversées par une forte logique de classe :

- Les employés et cadres moyens ont eu une propension à voter à gauche de +10 points par rapport à l'ensemble de l'électorat (62% contre 52%) ;

- Les industriels, gros commerçants, professions libérales et cadres supérieurs, ont une propension négative de -7 points (à 45%).

- En 2007, en revanche, les préférences des classes moyennes convergent : le différentiel de vote à gauche tombe à 4 points. Les logiques de classe s'estompent :

- Les employés ont une propension à voter à gauche de +6 points par-

- rapport à l'ensemble de l'électorat (53% contre 47%) ;

- Les professions intermédiaires, de +4 points (à 51%)-

- Les cadres et professions intellectuelles de +2 points (à 49%).-

... MAIS LE VOTE A GAUCHE DES CLASSES MOYENNES INFÉRIEURES DECROCHE...

En 1981, François Mitterrand a rassemblé 62% des voix des employés et cadres moyens. En 2007, Ségolène Royal n'a rassemblé que 53% des employés, soit une chute de 9 points, et 51% des voix des cadres moyens (professions intermédiaires), soit une chute de 11 points. Après l'effondrement du score obtenu auprès des

ouvriers (-22 points), il s'agit des plus fortes régressions catégorielles de la période pour la gauche.

Ces décrochages catégoriels ont d'autant plus contribué à la défaite de la gauche que, dans une société qui se tertiarise, la population des employés et professions intermédiaires est en expansion démographique. La France comptait en 1982 43,9% de cadres moyens et employés ; elle comptait en 2006 52,9 % d'employés et professions intermédiaires (+9 points)

...NOTAMMENT DU FAIT DES EMPLOYEES...

L'un des éléments qui y concourt est que les femmes employées sont moins à gauche que leurs collègues masculins. Elles n'ont voté à gauche au second tour de 2007 qu'à hauteur de 51% (contre 58% pour les hommes de même statut), et ce d'autant moins qu'elles travaillent dans le secteur privé (51% de l'ensemble des salariés du privé ont voté à gauche lors du second tour en 2007, contre 60% des salariés du public⁴¹).

Cette situation chez les employées est surprenante. Nous avons vu en effet que les femmes votent de plus en plus à gauche. Arrivées plus tard que les hommes sur le marché du travail, elles sont plutôt plus jeunes que la moyenne de la population, or les jeunes votent plus à gauche. Aux Etats-Unis, les employées constituent l'une des catégories les plus favorables aux démocrates.

L'explication passe sans doute par l'absence de toute incarnation politique de cette population dans le discours de gauche. La gauche est ouvriériste : quand elle s'adresse aux travailleurs populaires, elle fait référence à l'ouvrier du XX^{ème} siècle. Son imaginaire est celui du travailleur industriel à la chaîne : homme, syndiqué, porteur historiquement de la fierté de la classe ouvrière. Elle ne parle pas de l'ouvrier du tertiaire, qui ne bénéficie plus du collectif de classe à l'usine, et encore moins de l'employé : femme, souvent seule avec un enfant à charge, désyndicalisée et sans identité historique de classe, précarisée le plus souvent (temps partiel subi).

... ET DE CEUX FAISANT LE CHOIX DE S'INSTALLER DANS LES ZONES PERI-URBAINES.

Vivant dans des villes petites ou moyennes à proximité des grands centres, les habitants des zones péri-urbaines constituent une cible électorale particulière. Ce sont le plus souvent des foyers de classe moyenne, qui rêvent d'accéder au centre-ville gentrifié où ils travaillent et où se concentrent les services publics de qualité (notamment les meilleurs établissements scolaires pour les enfants) mais qui en sont empêchés par la barrière invisible du prix de l'immobilier, et qui ont peur de se faire rattraper par les populations halogènes des quartiers ghettos, synonymes de déclassement social, d'insécurité et surtout de dégradation de la qualité scolaire mettant en risque l'avenir des enfants. Ces populations ont parfois quitté la première ceinture de banlieue, gagnée par les quartiers ghettos, et se sont réfugiées plus loin, dans des petites villes de deuxième puis de troisième cou-

ronne. Elles font le sacrifice de très longs trajets pour aller travailler, notamment en Ile de France. Ces électeurs ne fréquentent pas les populations étrangères mais les croisent souvent, dans les transports notamment.

Ces électeurs se sont distanciés de la gauche. Elles se considèrent oubliées et abandonnées par la gauche. C'est dans le péri-urbain que Jean-Marie Le Pen a le plus progressé de 1995 à 2002. Dans les villes de 20.000 à 100.000 habitants, auxquelles correspondent la plupart des zones péri-urbaines, Ségolène Royal n'a remporté que 44% des voix au second tour en 2007.

II.3. LES ENJEUX DE LA NOUVELLE GAUCHE ELECTORALE

A- UNE RECOMPOSITION PROFONDE DU PAY-SAGE ELECTORAL

Ces évolutions – la fin de la coalition historique de la gauche, l'émergence d'une nouvelle coalition « moderne » - s'inscrivent dans une recomposition profonde de l'électorat.

L'électorat émergent se divise en trois blocs.

LA NOUVELLE COALITION DE GAUCHE

Elle n'a plus grand-chose en commun avec la coalition historique de la gauche, coalition de classe alliant classes populaires (ouvriers, employés) et classes moyennes inférieures, qui s'est constituée dans les années 1960-70 pour porter François Mitterrand au pouvoir en 1981. Elle ne conserve de l'ancienne coalition que l'électorat des jeunes. Pour le reste, la nouvelle coalition réunit des électorsats qui ne votaient pas pour la gauche (les femmes, les diplômés, les urbains) ou qui avaient très peu de poids politiques (minorités, non-catholiques).

Cette coalition est clivante. Elle vote fortement à gauche (notamment les jeunes, les minorités, les non-catholiques, qui votent à gauche avec un différentiel de plus de 10 points par rapport à l'ensemble de l'électorat). Et elle vote de plus en plus à gauche : la dynamique du vote à gauche s'y renforce. C'est particulièrement net pour les femmes (évolution de 10 points vers

la gauche entre 2007 et 2010, de 48% à 58%, soit 3 points de mieux que l'ensemble de la population) et pour les diplômés.

L'ELECTORAT DE DROITE

Le cœur de l'électorat de droite n'a guère changé ces dernières décennies : les seniors, les indépendants (artisans, commerçants), les agriculteurs, les catholiques. Lui aussi est devenu globalement plus clivant : la propension à voter à droite de l'électorat de droite tend à se renforcer.

UN ELECTORAT INTERMEDIAIRE, NO MAN'S LAND INCERTAIN ET INSTABLE

Cet électorsat regroupe tous les éléments du salariat. On y retrouve notamment la majeure partie de la coalition historique de la gauche (ouvriers, employés, classes

moyennes – à l'exception des jeunes, dont le vote est resté à gauche).

Autrefois, la hiérarchie du salariat dictait l'orientation politique : plus on était en bas de l'échelle, plus on votait à gauche, et inversement. Ouvriers, employés, professions intermédiaires et classes moyennes supérieures s'étagaient selon une ligne politique linéaire, du plus à gauche au plus à droite.

Ce n'est plus le cas. Toutes ces catégories se sont fortement rapprochées : effondrement du vote à gauche pour les ouvriers, forte chute pour les employés et les professions intermédiaires, augmentation pour les classes moyennes supérieures. De sorte que toutes ces catégories se retrouvent à peu près au même niveau dans le rapport de forces électoral droite/gauche. Leur vote est incertain. La logique de classe, hier principale grille de lecture électorale, s'est brouillée. Elle pourrait même s'inverser si les tendances, très rapides, se poursuivent : des classes moyennes supérieures votant le plus à gauche (comme les diplômés) jusqu'aux ouvriers votant le plus à droite.

Ainsi que l'indique le tableau ci-dessous, ces trois blocs électoraux possèdent trois groupes de valeurs fortement distincts :

- Le nouvel électorat de gauche est en phase avec les valeurs de gauche tant socio-économiques que politiques. Il s'agit bien du nouvel électorat « naturel » de la gauche. Il faut toutefois noter le rôle désormais prépondérant des valeurs culturelles. Dans le passé, ce sont les valeurs socioéconomiques qui structuraient politiquement l'électorat. Ce n'est plus toujours le cas et le rattachement à la gauche de son nouvel électorat se fait plutôt sur les valeurs culturelles : c'est le cas pour les diplômés et les urbains (qui ne partagent pas les valeurs socioéconomiques de la gauche politique et qui votent pourtant pour elle) et on peut aussi noter l'intensité à gauche des valeurs culturelles des jeunes et des minorités.

- Le cœur de l'électorat de droite est en opposition frontale avec les valeurs de gauche dans toutes ses composantes, parfois de manière radicale comme les agriculteurs et, dans une moindre mesure, les séniors.

- L'électorat intermédiaire est divisé sur les valeurs : une partie le rattache à la gauche ; l'autre à la droite. La grille de lecture pertinente oppose désormais classes populaires et classes moyennes. Pour les classes populaires (ouvriers, employés), les valeurs socioéconomiques les rattachent à la gauche : elles sont pour un Etat fort et protecteur, pour des services publics développés, pour la sécurité sociale... Mais les valeurs culturelles les rattachent à droite : l'ordre et la sécurité, le refus de l'immigration et de l'islam, la défense des traditions... La division est inversée pour les classes moyennes (professions intermédiaires et classes moyennes supérieures) : des valeurs culturelles de gauche mais des valeurs socioéconomiques de droite. La

tension est particulièrement nette pour les classes moyennes supérieures avec une forte polarisation des valeurs – même s'il faudrait séparer les deux catégories qu'elles recouvrent, cadres supérieurs (valeurs économiques de droite marquées) et professions intellectuelles (valeurs culturelles de gauche marquées).

B- L'IDENTITE DE LA NOUVELLE GAUCHE : LA FRANCE DE DEMAIN

L'identité de la coalition historique de la gauche était à trouver dans la logique de classe : les travailleurs « exploités » face aux patrons et représentants du capital ; les salariés modestes, ouvriers et employés, contre les cadres et classes moyennes supérieures. Naturellement, cette structure de classe, entièrement centrée sur les valeurs socioéconomiques, n'a pas disparu : les employés et ouvriers votent, encore aujourd'hui, plus pour la gauche que l'ensemble de l'électorat. Mais elle s'est fortement estompée et la tendance est à sa disparition.

La recomposition en cours se fait sur les valeurs. Elle se structure autour du rapport à l'avenir : l'investissement dans l'avenir contre la défense du présent. La nouvelle gauche a le visage de la France de demain : plus jeune, plus féminin, plus divers, plus diplômé, plus urbain. Cette France de demain, en construction, est unifiée par les valeurs culturelles : elle veut le changement, elle est tolérante, ouverte, solidaire, optimiste, offensive.

La France de demain s'oppose à un électorat qui défend le présent et le passé contre le changement, qui considère que « la France est de moins en moins la France », « c'était mieux avant », un électorat inquiet de l'avenir, plus pessimiste, plus fermé, et qui souhaite moins partager des biens et des revenus jugés durement acquis : on y retrouve les séniors, les catholiques ainsi que des catégories professionnelles en difficulté (agriculteurs, artisans et commerçants, rejoints désormais par les ouvriers et les employés).

L'axe « valeurs socioéconomiques » joue aussi. Car la France de demain réunit avant tout les « outsiders » de la société, ceux qui cherchent à y rentrer, notamment sur le marché du travail, mais n'y parviennent que difficilement : les jeunes, les femmes, les minorités, les chômeurs. Ils ont du mal car ils sont la principale variable d'ajustement de la crise depuis de nombreuses années : pour préserver les droits acquis, la société française sacrifie les nouveaux entrants. Ces « outsiders » ont besoin de l'aide de la puissance publique pour surmonter les barrières qui se dressent devant eux : ils ont besoin d'un Etat qui les aide à s'émanciper. Ils sont soutenus par les plus intégrés (les diplômés), solidaires de ces « exclus » par conviction culturelle.

Face à eux, on trouve bien sur la France individualiste et libérale, qui se défie de la solidarité sociale et du rôle de l'Etat : les séniors, les artisans et commerçants, les agriculteurs, les catholiques... Mais on trouve aussi, c'est nouveau, les « insiders » menacés : les ouvriers et les

employés – ceux-là ont peur pour leurs statuts économiques (CDI), leurs avantages sociaux. Ils souhaitent l'intervention de l'Etat, mais à leur profit : pour protéger leurs droits acquis menacés. Etat protecteur contre Etat émancipateur, « protégez-moi » contre « aidez-moi à réussir » : « insiders » et « outsiders » se classent à gauche sur les valeurs socioéconomiques, mais ils n'appellent pas au même rôle de l'Etat.

C- UN PROBLEME CENTRAL : LA NOUVELLE GAUCHE, UN ELECTORAT MINORITAIRE

La nouvelle gauche dessinée dans la partie précédente ressemble de près à la coalition rassemblée par Barack Obama et qui lui a permis de gagner la présidentielle de 2008. A une différence d'importance près : elle n'a pas réussi, en 2007, à devenir majoritaire.

Au-delà des spécificités conjoncturelles de chacune des élections, la nouvelle coalition électorale présente trois faiblesses structurelles.

La première est sa dynamique démographique limitée.

Les minorités constituent une population en expansion mais qui part d'un étiage relativement bas. Seuls 5% des Français ont deux parents immigrés. En regard, la part des minorités dans le corps électoral américain est passée de 15% en 1988 à 26% en 2008⁴². En 2015, plus d'un nouveau né américain sur deux sera issu des minorités et peu après 2030, la majorité de la population sera non-blanche : les minorités seront devenues la majorité...

Les jeunes sont une population déclinante, alors que c'est le contraire aux Etats-Unis. En France, les nouveaux majeurs représentent en 2010 à peine 1,19% de la population totale, alors qu'ils en représentent 1,46% aux Etats-Unis, soit 23% de plus.

La deuxième difficulté est que cette nouvelle coalition ne fait pas totalement le plein.

Certes, le score au sein de l'électorat des minorités est très élevé : 62-38 pour Ségolène Royal dans les zones urbaines sensibles, et des chiffres à 80-20 dans les bureaux de vote des quartiers populaires. On est dans les mêmes eaux que Barack Obama aux Etats-Unis (80-20). Mais ce n'est pas le cas chez les jeunes, qui votent moins à gauche qu'aux Etats-Unis : ils donnent 16 points de plus à Ségolène Royal face à Nicolas Sarkozy en 2007 (58/42), alors qu'ils en donnent 34 à Barack Obama contre John McCain (67/33). Mais c'est surtout chez les femmes que la gauche française ne fait pas autant le plein : Ségolène Royal y fait un meilleur score que chez les hommes de 2 points seulement (48/46), alors que Barack Obama y fait une différence de 12 points (56/44).

La dernière difficulté est son taux d'abstention élevé. Les jeunes et les minorités votent moins que le reste de la population : respectivement 77% pour les 18-24 ans (-7 points par rapport à la moyenne nationale) et 80% pour les ZUS (-4 points) – mais dans les quartiers popu-

lares, la participation descend à 50% (-34). Le différentiel se creuse dans les élections de moindre mobilisation : le taux de participation s'effondre sous la barre des 10% dans les quartiers

populaires pour les élections régionales ou cantonales – des territoires entiers ne votent pas dans les élections de faible intensité politique. Ce phénomène est aussi très présent aux Etats-Unis.

Faible dynamique démographique, faible participation au vote, différentiel de vote avec la droite insuffisant : en d'autres termes, la nouvelle coalition de gauche n'est pas majoritaire.

III- QUELLE STRATEGIE ELECTORALE POUR 2012 ?

L'élection de 2012 se déroule dans une période de mutation profonde du paysage politique : la structuration d'hier est affaiblie mais n'a pas encore disparu, celle de demain émerge mais ne s'est pas encore pleinement déployée. Cela laisse le champ à plusieurs options stratégiques.

III.1. LA STRATEGIE CENTRALE « FRANCE DE DEMAIN » : UNE STRATEGIE DE VALEURS

Une ligne de conduite incontournable pour la gauche est de s'adosser à son nouvel électorat « naturel » : les jeunes, les minorités et les quartiers populaires, les femmes, les diplômés. C'est l'électorat « France de demain » qui est au cœur du vote de gauche, c'est lui qui doit devenir le moteur entraînant la constitution de la nouvelle majorité électorale de la gauche.

C'est d'autant plus nécessaire que la perspective d'un « nouveau 21 avril » représente un risque réel : le niveau électoral inédit du Front national et la fragmentation du camp progressiste menacent la gauche d'une élimination au premier tour de l'élection présidentielle. Rassembler son camp au premier tour sera vital en 2012.

Quelle stratégie la gauche doit-elle adopter pour faire le plein de son nouvel électorat naturel ?

Elle doit opter pour une stratégie de valeurs, tout d'abord.

On sait que le nouvel électorat de la gauche continue à évoluer à gauche en tendance : il vote déjà à gauche mais à l'avenir il devrait voter encore plus nettement à gauche. L'objectif stratégique est d'accélérer cette transition pour maximiser le potentiel électoral. Les élections régionales de 2010 montrent que des poussées importantes peuvent être réalisées : les jeunes (+8 points, à 66/34) et les femmes (+10 points, à 58/42) progressent plus fortement que la moyenne de l'électorat (+7) pour atteindre des scores « obamiens ».

Pour faire le plein, la gauche doit dès lors faire campagne sur ses valeurs, socioéconomiques mais surtout sur la promotion des valeurs culturelles qui rassemblent toutes les composantes de son nouvel électorat. Elle doit dès lors mettre l'accent sur l'investissement dans l'ave-

nir, la promotion de l'émancipation et avoir un discours d'ouverture sur les différences, une identité nationale intégratrice...

La gauche doit également privilégier une stratégie de mobilisation.

L'abstention est nettement supérieure à la moyenne dans certains segments de cette coalition (jeunes, minorités). Le taux d'inscription est également plus faible dans les banlieues populaires, en dépit de l'inscription obligatoire à la majorité. La participation peut être améliorée par une campagne de mobilisation : il s'agit de convaincre une population acquise d'aller voter, cela passe principalement par une action de terrain (porte-à-porte, phoning...) sur le modèle américain.

La gauche peut-elle gagner sur cette seule base en 2012 ? La réponse est vraisemblablement oui.

Sur la participation, les experts américains considèrent qu'une bonne campagne de mobilisation peut améliorer de deux points la participation de leur camp. Ramenée à la France (36 millions d'électeurs en 2007), cette amélioration différentielle pourrait en théorie accroître le nombre d'électeurs de gauche de l'ordre de 700.000 personnes.

Sur l'intensification du vote à gauche, l'hypothèse de travail, volontairement conservatrice, est un maintien inchangé des résultats de 2007 avec la seule amélioration du vote des catégories de gauche : le principe est que la campagne permettrait d'empocher l'évolution différentielle du vote de ces catégories par rapport à la moyenne entre 2007 et 2012.

Ainsi, le vote à gauche des jeunes a augmenté de 1 point de mieux que la moyenne nationale entre 2007 et 2010 (+8 contre +7). Il est plausible, étant donné la dynamique vers la gauche de cet électorat et le retard constaté par rapport aux pays étrangers, notamment les Etats-Unis, de porter ce différentiel à 2 points en 2012. Sur la base d'un électorat de 4 millions de personnes, cela signifie un accroissement net de 160.000 voix pour la gauche par rapport à 2007.

Les minorités votent déjà massivement à gauche, il sera difficile d'améliorer le score. Pour cet électorat, l'objectif stratégique est l'amélioration de la participation.

Les femmes, en revanche, constituent un fort potentiel. Représentant la moitié de la population (18 millions de votants en 2007), leur vote à gauche a bondi de +10 points aux régionales par rapport à la présidentielle, soit 3 points de mieux que la moyenne nationale. Il est là aussi plausible, dans un électorat en pleine transition politique, que cette dynamique se poursuive. En portant ce différentiel à 4 points, les femmes apporteraient un soutien considérable au candidat de gauche en 2012 : 1.440.000 voix supplémentaires.

Enfin, les diplômés ont amélioré leur score à gauche de 1 point de mieux que la moyenne nationale. Le potentiel de la gauche dans cet électorat est difficile à évaluer :

les diplômés partagent fortement les valeurs culturelles de la gauche, mais pas ses valeurs économiques. En conservant le score des régionales, et étant donné leur poids électoral (8 millions), cela représente un accroissement net de 160.000 voix.

Evaluation de l'impact électoral d'une stratégie « France de demain »

Sous ces hypothèses, et toutes choses égales par ailleurs, Ségolène Royal aurait battu Nicolas Sarkozy : cette stratégie ramènerait près de 2.500.000 voix à la gauche au second tour, de quoi effacer les 2.200.000 voix d'avance de la droite en 2007. Les facteurs clé du succès sont le vote féminin (il représente près de 60% de l'amélioration électoral) et la participation due à la mobilisation (30%). Toutefois, le résultat demeurerait serré.

Notons à nouveau que ces hypothèses sont conservatrices. Elles conservent « l'ambiance » de l'élection de 2007, favorable à Nicolas Sarkozy. Si on enregistrait l'amélioration réelle du vote de la coalition de gauche aux régionales de 2010 (et non son écart différentiel à la moyenne), alors on constaterait une bascule supérieure à cinq millions de voix.

III.2. LA STRATEGIE COMPLEMENTAIRE « CLASSES MOYENNES »

Une stratégie centrée uniquement sur l'approfondissement de la coalition « France de demain » est risquée : il est difficile à cette coalition d'être majoritaire seule – contrairement à la situation aux Etats-Unis. Cette coalition est le nouveau mole central à partir duquel la gauche doit rayonner pour constituer une majorité. La question qui se pose est donc : comment l'élargir ? L'électorat à conquérir – l'électorat intermédiaire – est divisé en deux : classes moyennes et classes populaires. La coalition « France de demain » les intègre déjà en partie et doit chercher à s'élargir sur les deux. Mais la stratégie n'est pas la même selon que l'on cible prioritairement les classes populaires ou les classes moyennes.

Les classes moyennes (professions intermédiaires et classes moyennes supérieures) ont en commun d'être en phase avec la gauche sur les questions culturelles, et en désaccord sur les questions économiques et sociales.

Une stratégie d'élargissement vers les classes moyennes implique donc d'insister sur un narratif autour des valeurs culturelles, et de mettre sous l'éteignoir les propositions économiques et sociales trop marquées à gauche, qui pourraient les faire fuir.

Une telle stratégie complémentaire est compatible avec la stratégie centrale vers l'électorat « France de demain », puisque cet électorat est également sensible en priorité aux valeurs culturelles. Les professions intermédiaires, les plus nombreuses (23% de l'électorat total, contre 15% pour les classes moyennes supérieures) et en expansion, sont par ailleurs disponibles : elles ont voté à 14 points de mieux pour la gauche aux régionales par

rapport à la présidentielle (contre +7 points en moyenne), ce qui constitue l'évolution la plus spectaculaire

vers la gauche sur la période. Enfin, cette stratégie s'appuie sur une évolution naturelle : les classes moyennes votent de plus en plus à gauche.

Une telle stratégie est toutefois risquée. Cet électorat n'a pas de tradition de vote à gauche : il demeure versatile tant qu'il n'a pas été fidélisé. Agrégeant des réalités différentes, il est composite, donc difficile à unifier. Il nécessite une adaptation du discours de gauche sur les questions économiques et sociales. Sur la fiscalité par exemple : les classes moyennes, par rapport aux classes populaires, se caractérisent notamment par l'accumulation d'une petite épargne sur le cycle de vie, qu'elles veulent protéger et transmettre.

III.3. LA STRATEGIE COMPLEMENTAIRE « CLASSES POPULAIRES »

C'est la tentation naturelle de la gauche, qui ne peut se résoudre, pour des raisons historiques, à perdre les classes populaires (employés, ouvriers).

Disons-le clairement : il n'est pas possible aujourd'hui pour la gauche de chercher à restaurer sa coalition historique de classe. La classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche. La volonté pour la gauche de mettre en œuvre une stratégie de classe autour de la classe ouvrière, et plus globalement des classes populaires, nécessiterait de renoncer à ses valeurs culturelles, c'est-à-dire de rompre avec la social-démocratie. Le parti travailliste néerlandais (PvdA) a tenté une telle rupture sous la direction de Wouter Bos. Se définissant comme un parti de classes, le parti des classes populaires, et non de valeurs, il a accompagné son électorat dans le conservatisme culturel pour se positionner « anti-immigration », « anti-Europe », et « anti-impôts », basculant ainsi de la social-démocratie au social-populisme. L'échec électoral a été cuisant : le PvdA a terminé à 13% aux dernières élections locales, entraînant le remplacement de Wouter Bos par Job Cohen, maire d'Amsterdam, qui a repositionné le parti dans la mouvance sociale-démocrate.

La gauche ne peut pas faire des classes populaires sa stratégie centrale, il ne peut s'agir que d'une stratégie complémentaire. Les classes populaires conjuguent des valeurs socioéconomiques de gauche et des valeurs culturelles de droite. La bonne stratégie est dès

lors d'axer la campagne sur les priorités économiques et sociales, autour d'un Etat protecteur, et de faire oublier ses convictions culturelles, notamment sur l'immigration ou l'islam.

Une telle stratégie présente des atouts. Elle est notamment en phase avec la conjoncture, qui place les

réponses à la crise économique au cœur des priorités des Français, avec une forte demande de protection dans tout le corps social. Elle concerne une part très importante de l'électorat : encore 23% pour les ouvriers mais surtout 30% pour les employés, soit plus de la moitié de l'électorat total. La gauche y a des fidélités historiques, entretenues par un dense réseau d'élus locaux présents sur le terrain. Surtout, une partie de sa nouvelle base électorale, la « France de demain », appartient aux classes populaires : les Français issus des quartiers, les jeunes déclassés, les minorités...

Cette stratégie vers les classes populaires est difficile. Elle va à contre-courant : la dynamique électorale est très négative dans les deux catégories populaires, employés et ouvriers, qui évoluent rapidement vers la droite ; il sera difficile de renverser la tendance. Elle est compliquée à articuler avec la stratégie centrale vers la « France de demain » : la première nécessite de faire campagne sur les valeurs socioéconomiques, la seconde sur les valeurs culturelles ; les propositions économiques ne sont pas les mêmes entre la volonté de protection des uns et la volonté d'émancipation des autres, entre la protection des statuts et des avantages sociaux des « insiders » fragilisés et l'assistance aux « outsiders ». Elle se heurte désormais à un obstacle de taille : le néo-Front national de Marine Le Pen, qui se positionne comme le parti des classes populaires, un parti « national » et « social » en phase avec l'ensemble de leurs valeurs, qui sera difficile à contrer.

Toutefois, il est possible d'identifier au sein des classes populaires des sous-catégories plus aisées à raccrocher à la gauche :

- Les précaires, les chômeurs, les exclus. Ceux-là votent à gauche à 70%. Le problème de la gauche se situe avec les classes populaires au travail, qui sont en CDI, qui ne sont pas déclassées mais qui ont peur du déclassement.

- Les jeunes ouvriers. Ils sont pour l'essentiel d'origine étrangère (maghrébine) et donc récupérables sur les enjeux culturels liés à l'immigration et l'intégration. Ils sont toutefois très peu nombreux dans cette période de désindustrialisation accélérée.

- Les femmes employées. Il s'agit là à l'inverse d'un important contingent électoral : près de 77% des 7,5 millions d'employés sont des employées :

Leur vote à gauche est, on l'a vu, anormalement bas. La gauche ne s'adresse pas à elles, ni même ne les évoque. C'est un électorat oublié. Il est pourtant sensible aux orientations de la gauche : travaillant à temps partiel subi, éprouvant des conditions de travail pénibles en l'absence de couverture syndicale forte, en détresse du fait de situations personnelles souvent difficiles (célibataires avec enfants à charge), ces salariées précarisées ont beaucoup de points communs avec les « outsiders » exclus du marché du travail. Elles ont notamment besoin du politique pour les aider à entrer dans un marché du travail stable.

III.4. UNE STRATEGIE INSUFFISANTE : LA CONQUETE DES SENIORS

Certains à gauche envisagent cette stratégie. L'idée est simple. En 2007, Ségolène Royal a fait un score calamiteux chez les plus de 65 ans : 35% des voix. Avec seulement 43%, elle aurait gagné l'élection présidentielle. Un score aussi faible est d'autant plus préjudiciable que les retraités constituent un électorat large (21% de l'électorat total), en expansion démographique durable. Or il devrait être facile de récupérer ces huit points : le président sortant les a profondément agacés ; la gauche part de si bas dans cet électorat qu'elle ne peut que s'améliorer ; un programme adapté et un candidat plus en phase devraient permettre d'atteindre l'objectif.

Une telle stratégie est pourtant compliquée. Les seniors ont des valeurs à l'opposé de la gauche, et fortement ancrées. Ils font partie du cœur de l'électorat de droite ; ils paraissent impossibles à retourner en faveur de la gauche, sauf à « trianguler » massivement.

L'apport électoral, par ailleurs, ne serait sans doute pas décisif. Les retraités représentent 7.7 millions d'électeurs. Leur propension à voter à gauche s'est améliorée de 3 points par rapport à la moyenne nationale entre les présidentielles et les régionales (+10 points contre +7). Une telle amélioration différentielle n'aurait rapporté en 2007 que 460.000 voix. Une stratégie « seniors » serait a priori beaucoup moins efficace que la stratégie d'approfondissement de l'électorat « France de demain », évoquée plus haut, qui rapporte près de 2.500.000 voix. Elle est en tout état de cause très insuffisante à effacer l'avance électorale de Nicolas Sarkozy en 2007 (2.200.000 voix) : à peine 20% du retard est ainsi rattrapé.

En outre, un ciblage des sociaux-démocrates sur l'électorat âgé laisserait le champ libre à d'autres formations politiques de gauche pour « mordre » sur le nouvel électorat progressiste. C'est le cas en Allemagne, où le parti social-démocrate (SPD) est en grande difficulté électorale : centré sur un électorat vieillissant, il a laissé les écologistes (Grünen) prospérer en captant les jeunes, les femmes et les minorités.

Deux éléments, toutefois, pourraient permettre d'améliorer le score de la gauche chez les retraités :

- Le profil du candidat. Les seniors sont très sensibles à la crédibilité et à l'autorité du candidat, qui doit être digne de l'Élysée et de la magistrature française suprême.

- La « triangulation » sur les questions de sécurité. La sécurité est un élément fondamental du choix politique des seniors. Or cette question s'est détachée des autres questions culturelles pour devenir de plus en plus consensuelle : tous les Français, y compris les électeurs de la nouvelle coalition de gauche, expriment une demande de sécurité renforcée. La gauche peut donc se l'approprier sans s'aliéner son propre électorat.

* * *

En 2012, la gauche n'aura pas gagné une élection présidentielle depuis 24 ans. Elle n'a donné qu'un seul président à la France sous la Vème République, contre cinq pour la droite. Pourra-t-elle changer la donne lors de la prochaine échéance présidentielle ?

Les déterminants sociologiques ne sont pas, tant s'en faut, les seuls facteurs explicatifs du vote.

Une élection présidentielle se gagne sur la base de déterminants politiques. Il faut : un candidat, car la présidentielle est une élection personnelle où, contrairement aux régimes parlementaires, on vote autant pour une personnalité que pour un drapeau partisan ; un projet, et c'est aujourd'hui un élément clé tant la France a besoin de solutions pour sortir de la crise et de perspectives d'avenir, sous peine de faire le lit du populisme ; une plateforme politique pour gouverner, ce qui signifie, pour la gauche, l'unité du PS derrière son candidat et un accord de gouvernement réunissant tous les partis progressistes.

Une campagne présidentielle se pilote aussi en fonction de la conjoncture. Les événements d'actualité façonnent la hiérarchie des priorités politiques des Français : on ne fait pas campagne de la même façon selon que la première des priorités est la sécurité, comme en 2002, ou l'emploi et les inégalités, ce qui sera sans doute le cas en 2012. L'action du gouvernement en place a aussi une influence forte, selon une « loi politique » moderne : tout gouvernement au pouvoir retourne l'opinion dans un sens inverse aux valeurs qu'il promeut⁴³.

Mais le lien entre ces déterminants politiques et conjoncturels avec les déterminants sociologiques est essentiel pour former une stratégie victorieuse. A cet égard, la gauche se présente en 2012 avec des choix cruciaux à réaliser.

ANNEXE 1 - RESULTATS COMPARES DES PREMIERS TOURS DE LA PRESIDENTIELLE 1981 – 2007

ANNEXE 2 - RESULTATS COMPARES DES SECONDS TOURS DE LA PRESIDENTIELLE 1981 VS 2007

ANNEXE 3 - UN CONTEXTE FAVORABLE A L'EXPRESSION DES IDEES DE GAUCHE

Les valeurs des individus sont soumises à des variations permanentes, déterminées par quatre types d'effet.

Le premier d'entre eux est l'effet « changement de génération », doté d'une réalité bien plus forte qu'un hypothétique « vieillissement de la population » (cf. infra). Les générations se construisent les unes après les autres dans des époques, des contextes politiques différents, qui les poussent à souscrire à des valeurs différentes. Les valeurs d'un individu ne sont pas fonction de son âge, mais de la génération à laquelle il appartient. Les valeurs d'une société ne changent donc pas en fonction de l'expansion ou de la contraction de telle ou telle catégorie d'âge ; elles changent en même temps que les générations les plus anciennes disparaissent et que les plus jeunes s'affirment, au rythme où ce renouvellement s'opère - le vieillissement de la population ayant pour seul effet de ralentir ce rythme.

Le second effet est celui dit de conjoncture, de plus en plus sensible. Un événement extérieur, aléatoire, peut transformer la perception immédiate des individus sur leur environnement et les valeurs qu'ils ressentent, qu'ils expriment. Les émeutes de 2005, par exemple, ont fait baisser la tolérance à l'égard des immigrés. Des stimuli extérieurs peuvent produire les meilleures comme les pires évolutions.

Le troisième effet est l'« effet thermostatique » : tout gouvernement au pouvoir retourne l'opinion dans un sens inverse aux valeurs qu'il promeut. Cet effet détermine la loi de l'alternance politique : depuis que la France s'est installée dans le chômage structurel (1978), aucune équipe gouvernementale n'a été reconduite à une élection nationale majeure.

Le quatrième et dernier effet est celui de l'« instrument à corde » : les acteurs politiques peuvent choisir les cordes sur lesquelles ils veulent jouer, et le niveau auquel ils veulent jouer dessus. En lançant tel ou tel débat, ils peuvent révéler telle ou telle valeur sous-jacente au sein de leur électorat... ou de celui de leurs compétiteurs, de sorte à reconfigurer l'offre et la demande électorale. Le discours de Nicolas Sarkozy sur l'islam pendant la campagne présidentielle de 2007 a par exemple déclenché une réaction violente en sens inverse des sympathisants de gauche, qui ont jugé positivement l'islam à un niveau de 20 points supérieur au précédent.

C'est sous la conjonction des deux premiers effets que, depuis quelques années et plus fortement encore depuis

le début de la crise, les valeurs des Français muent, au point de pouvoir, peut-être, favoriser une victoire de la gauche.

Elle n'a pas su tirer profit de cette évolution en 2007. Elle doit y prêter une attention fine dans la perspective de 2012 : grâce au secours mécanique de l'effet thermostatique et dans le cas d'un recours habile de l'« instrument à cordes », la gauche pourrait tirer pleinement bénéfice de d'un contexte plutôt favorable.

VALEURS SOCIALES : UNE CONJONCTURE DE CRISE QUI REHABILITE, AUPRES DE TOUS, L'ACTION COLLECTIVE ET LA JUSTICE SOCIALE

Au cours des vingt dernières années, et avant même la faillite de Lehman Brothers, les idées de gauche ont tendanciellement renforcé leur position sur le plan économique et social, au détriment des idées libérales : l'opinion a réagi à une conjoncture politique, où a dominé le sentiment que les politiques menées, incapables de répondre à la crise, ont globalement répondu à des préceptes libéraux.

Ainsi constate-t-on un déclin de l'idée que la concurrence est une bonne chose, que la privatisation est une orientation positive, qu'il faut laisser plus de liberté aux entreprises. La disparition des figures politiques les plus libérales - depuis Alain Madelin en 2002, cette sensibilité n'a plus été représentée à l'élection présidentielle - atteste de cette évolution. L'avantage que peut en tirer la gauche par rapport à la droite n'est toutefois pas absolu : si les Français se rapprochent de ses positions, ils se rapprochent également de celles de la droite gaulliste, néo-colbertiste, incarnée par Nicolas Sarkozy lorsqu'il se pose en sauveur d'Alstom.

L'accroissement de la préférence pour l'égalité, de la confiance dans les syndicats, de l'approbation du droit de refuser un emploi, qui s'opère dans le même temps, permet en revanche à la gauche de se démarquer davantage : elle est la seule à promouvoir clairement ces idées.

Après la crise financière survenue fin 2008, ces tendances se confirment⁴⁴ : les termes « Bourse », « privatisation », « profit » sont perçus un peu plus négativement. La demande d'intervention de l'Etat dans l'économie et la confiance accordée aux syndicats se font un peu plus fortes encore.

Aussi existe-t-il un réel potentiel de confiance pour les institutions collectives (Etat, syndicats notamment), sur lequel peut s'appuyer la gauche, d'autant plus qu'il vient démentir la théorie d'une montée de l'individualisme dans la société, dernière variation du discours millénaire sur la décadence morale et bien distincte de celle d'une valorisation croissante de l'individu humain, pour sa part bien réelle.

VALEURS CULTURELLES : GRACE AU RENOUVELLEMENT GENERATIONNEL, UNE SOCIETE DE PLUS EN PLUS HUMANISTE... QUI RESTE ATTACHEE A L'ORDRE PUBLIC

Le souci croissant de l'individu, du « moi » et de l'autre, s'inscrit dans une évolution séculaire revalorisant le terrestre au détriment du divin et du transcendant. Il s'est accru à l'occasion du développement économique de la seconde moitié du XX^e siècle, où l'élévation du niveau de

vie a été porteuse d'une nouvelle morale plus hédoniste, moins rigoriste, plus tolérante, et où l'élévation du niveau d'instruction a donné à chacun plus de capacités à s'interroger et à rompre avec les traditions. Aujourd'hui, grâce au renouvellement générationnel, il insuffle au sein de la société un souffle plus humaniste, où l'idée d'une égalité en valeur des individus est davantage reconnue⁴⁵.

La demande croissante d'égalité de droits et de liberté de mœurs n'empêche pas pour autant le maintien de la demande de sécurité à un niveau historiquement élevé. De même que la croissance de la confiance dans l'autorité chez toutes les catégories d'âge, cela révèle non pas une demande généralisée de société autoritaire (appelée de leurs vœux par les seules personnes âgées), mais une demande d'ordre public, du fait de l'augmentation de l'insécurité et de sa visibilité médiatique⁴⁶.

DES CONTRADICTIONS A SURMONTER PAR DES CHOIX POLITIQUES ECLAIRES PAR LA CONJONCTURE

Sur les valeurs sociales, le mérite et la valeur morale des individus restent des valeurs aussi consensuelles que la solidarité. Sur les valeurs culturelles, l'ordre et la liberté viennent se concurrencer sans qu'aucun des deux concepts n'arrivent à prendre définitivement l'avantage.

Les valeurs, qui clivent le paysage politique, se retrouvent ensemble en chaque individu et, par conséquent, ne le pré-déterminent pas nécessairement politiquement. Les valeurs donnent toujours lieu à des conflits de valeurs, elles ne doivent pas être réifiées.

Reste que les différents groupes sociaux se positionnent de manière souvent marquée sur deux axes de valeurs structurants : celui des questions économiques et sociales et celui des questions de société. Le problème politique réside alors dans la contradiction du placement des électeurs sur chacun de ces deux axes. Il doit être résolu non pas en imaginant le point moyen permettant de fédérer le plus grand nombre, mais en identifiant et en orientant les enjeux sur lesquels vont se mobiliser les différents types de population⁴⁷.

ANNEXE 4 - LE CAS ALLEMAND, UN SPD RECENTRE SUR DES ELECTEURS AGES ET CONCURRENCE PAR LES VERTS

ECHANGE AVEC ERNST STETTER, DELEGUE GENERAL DE LA FEPS

L'ETAT DU SPD

Les militants du SPD sont des fonctionnaires (23%) et des retraités (34%). Ce n'est plus un parti d'ouvriers ni de jeunes.

Lors des dernières élections, la défaite a eu pour principale origine une incapacité à mobiliser (2 millions d'électeurs se sont réfugiés dans l'abstention). D'autres pertes s'expliquent par des reports vers Die Linke et vers la droite. Le SPD a perdu 6 millions de votes par rapport à l'élection précédente. La population devient âgée, les militants également : le SPD parle davantage aux électeurs les plus âgés et cela se retrouve dans la structure de son électorat. Le SPD fait ses meilleurs scores chez les 60 ans et plus.

Beaucoup de votes sont allés du SPD à Die Linke en se déterminant sur le programme porté par le parti. En étant plus à gauche que le SPD, Die Linke est vu comme le gardien de la social-démocratie traditionnelle.

Le SPD et Die Linke jouent sur le même terrain : leurs électeurs se mobilisent sur les enjeux sociaux.

RENOUVELLEMENT DES EQUIPES

Le SPD a procédé à un renouvellement de ses équipes. Frank-Walter Steinmeier est le seul dirigeant issu de l'époque Schroeder. Au soir de sa défaite, il a annoncé - en "anti-Jospin", qu'il prenait la tête du groupe parlementaire, dans un quasi-coup d'Etat. **RENOUVELLEMENT DE LA STRATEGIE MEDIATIQUE**

Sigmar Gabriel incarne, entre autres, le renouvellement. Il a le sens de la formule et est très apprécié des médias.

RENOUVELLEMENT DES IDEES ET DE LA STRATEGIE ELECTORALE

RAPPORT AUX POLITIQUES PASSEES ET AUX AUTRES PARTIS

Le discours dominant du parti consiste à regretter la politique menée sous Schroeder. La revendication de la politique anti-nucléaire menée sous Schroeder discrédite le SPD : cette politique est perçue comme ayant été portée par Les Verts. Certains sondages (Forsa) donnent aujourd'hui Les Verts devant le SPD. Dans l'Allemagne de l'Ouest, plus en avance dans l'imaginaire politique, l'avance des Verts sur le SPD est particulièrement conséquente. Pour le SPD aujourd'hui, "le problème c'est les Verts".

POPULATIONS CIBLES

Le pari est de regagner les voix parties vers la droite, vers les Verts, en tablant en parallèle sur un essoufflement de Die Linke avec le départ de Lafontaine.

L'objectif est de reconquérir le "centre", le coeur de l'électorat qu'est la classe moyenne. Les salariés, travaillant dans l'industrie (25% de la population), sont une cible clé.

La sécurité sociale, les compromis à l'allemande, la préservation de la retraite sont les arguments sur lequel le SPD s'appuie pour y parvenir.

C'est une priorité, avant de conquérir les exclus.

En France, les ouvriers qualifiés bien payés sont beaucoup moins nombreux, et ne se retrouvent que dans les raffineries, dans l'industrie automobile, dans les docks... dans les grandes entreprises industrielles.

Une grande partie du monde industriel en France est aujourd'hui parti dans le monde rural et perçoit des moindres salaires que dans les services.

TENSIONS IDEOLOGIQUES

Thilo Sarrazin a brisé un tabou en se posant contre les Turcs, les arabes et les africains, en procédant par généralisation et en affirmant que l'intelligence du peuple allemand est amenée à décroître du fait de l'augmentation de la population musulmane. Son expulsion du SPD envisagée un temps est désormais remise au placard : il a vendu 1 million d'exemplaires de son ouvrage, et 80% des militants du SPD approuvent ses positions.

Option stratégique : faut-il dire que l'immigration est uane solution ou un problème ? Il y a le problème de l'enseignement, le problème de la politique de la ville et des cohabitations ethniques.

àFaut-il parler d'Europe et pour dire quoi ? Identifier des projets communs

LA RECONQUETE PAR LES LÄNDER

Les prochaines élections, à Berlin et dans le land du Bade-Wurtemberg, pourraient donner lieu à des victoires pour Les Verts au détriment de la CDU. Le SPD pourrait alors être menacé dans son leadership à gauche, et ne pas pouvoir se saisir des élections dans les Länder pour rebondir.

Cette situation serait susceptible de remettre en cause les leaders actuels.

ANNEXE 5 - LE CAS SUEDOIS, LA FIN D'UN MODELE

ECHANGE AVEC JENNY ANDERSSON, CHERCHEURE CNRS AU CERI

LE CONTEXTE : 2006, 2010, DEUX DEFAITES SUCCESSIVES POUR LA SOCIAL-DEMOCRATIE SUEDOISE

La défaite des sociaux-démocrates suédois en 2010 était prévisible. On s'en est étonné à l'étranger, non en raison de la réalité du modèle suédois mais de l'image que l'on s'en fait, du symbole que cela représente.

C'est pour les sociaux-démocrates la pire défaite depuis 1916 : elle résulte d'une tendance longue à la baisse, depuis au moins 2002 (à quelques soubresauts près, liés aux erreurs de la droite et notamment à quelques faits de corruption).

UN NOUVEL EQUILIBRE POLITIQUE

Le parti d'extrême-droite, qui, en remportant plus de 4% des voix, a fait son entrée au Parlement, est le premier vainqueur de cette élection. Le parti Vert est l'autre gagnant de ce scrutin : il a fait de bons scores dans les villes et notamment à Stockholm, ville conquise par la droite en 2006.

Le parti démocrate reste le premier parti de Suède. Mais la droite, en renouvelant son alliance avec le centre et les libéraux, a été reconduite à la tête de l'Etat. Le parti social-démocrate est désormais lui aussi obligé de faire des alliances : soit avec Les Verts, soit avec la gauche de la gauche.

LE MODELE SUEDOIS EST MORT

Il n'y a plus de modèle suédois, celui dont on parle remonte à l'entre-deux-guerres. Il consistait en des réponses originales à un certain nombre de questions posées par le capitalisme.

Pour répondre à la crise, la Suède avait en effet mis en place :

- Un système de politiques sociales universalistes, permettant un renforcement des liens entre classes et une relance des économies capitalistes ;

- Une politique du travail de type « Active market labour policy », qui visait à activer les structures du marché du travail : salaires solidaires – pour permettre aux syndicats de faire pression sur les employeurs, ... remplacée depuis par une politique d'« activation » des acteurs, des actifs ;

- Une politique faisant du logement un service public. Les logements dans les villes avaient pour une large part été construit dans un cadre mutualiste. Les propriétaires était eux-mêmes obligés de mettre une partie de leur logement à disposition du public. On faisait alors la queue pour avoir un logement. Ceci a pris fin lorsque la droite, au début des années 90, a engagé une politique de privatisation ;

Une politique publique de l'éducation, largement privatisée depuis.-

CONSEQUENCES : DEUX FOSSES, ENTRE GENERATIONS ET AVEC LES SOCIAUX-DEMOCRATES

L'Etat social a changé. Le « foyer des peuples » n'est plus le même. Cela crée un fossé entre les générations, qui n'ont pas eu ou qui n'ont pas accès aux mêmes prestations.

Les leaders sociaux-démocrates prétendent qu'il n'y a pas eu de changement de modèle. Cela crée un gouffre

entre les représentants et les électeurs, qui ont le sentiment d'une hypocrisie.

Il règne une nostalgie, un sentiment que l'avenir est derrière nous. Les sociaux-démocrates ne savent trop quoi faire si ce n'est entretenir cette nostalgie.

LA CRISE, COUP DE GRACE PORTE A LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La crise des années 80 a fortement marqué la Suède. L'espérance de vie a marqué une halte. Alors que le chômage n'existait plus depuis l'entre-deux-guerres, il a fortement augmenté au début des années 90, atteignant en pic à 16%. Il a ensuite fortement baissé sauf des catégories clés : les mères célibataires, les nouveaux arrivants. De fortes vagues de migrants réfugiés arrivés à cette période n'ont alors pas pu s'intégrer.

La social-démocratie semblait dépassée face aux évolutions de la société, la globalisation, la nouvelle économie de la connaissance. En 2006, la droite fait campagne sur un thème social : il faut préserver, réhabiliter le modèle suédois face à la mondialisation.

L'ETAT DE L'OPPOSITION DROITE/GAUCHE

Dans les discours, les différences entre droite et gauche ne sont pas perceptibles. Certains ont même prôné une coalition entre les conservateurs et les sociaux démocrates.

Pourtant, ces différences existent dans les faits. La droite a poursuivi la privatisation des écoles, a voulu nationaliser les caisses de chômage pour affaiblir les syndicats,

Mais les sociaux-démocrates n'osent pas s'exprimer sur ces politiques, en particulier sur les écoles privées et les bénéfiques qu'elles génèrent. La droite pense-t-elle, a gagné sur les notions d'ordre et de discipline, et elle ne souhaite pas donner le sentiment que les sociaux-démocrates s'y opposent.

BILAN ET PERSPECTIVES POUR LA SOCIAL-DEMOCRATIE SUEDOISE

LIGNE IDEOLOGIQUE ET PERSONNEL POLITIQUE

La social-démocratie a perdu une occasion de se renouveler, en 2006, après la défaite, avec Mona Salin. C'est qu'elle est proche du pouvoir depuis longtemps. Les jeunes leaders sociaux-démocrates appellent pour leur part à un rapprochement du parti vert. Mais elle n'est pas prête à renoncer... Au final, on ne voit pas émerger de nouvelles lignes de force.

La droite a mis en place un système de think tank, qui l'a nourrie d'analyses. La gauche doit encore se doter d'un tel outil qui jouerait à plein.

ELECTORAT

L'électorat social-démocrate traditionnel – classes populaires et moyennes, retraités - devient de plus en plus

instable. Les jeunes peuvent constituer un électorat émergent.

ANNEXE 6 - LE CAS BRITANNIQUE

ECHANGE AVEC ANTHONY GIDDENS, ANCIEN CONSEILLER POLITIQUE DE TONY BLAIR

INSPIRATION DE LA TROISIEME VOIE

Les travaillistes britanniques se sont inspirés, dans leur renouvellement, des nouveaux démocrates américains et du modèle suédois.

Les démocrates américains les ont influencé dans la vision du monde qu'ils ont développée depuis les années 80 :

- En reconnaissant la globalisation, l'interdépendance entre les pays et ses conséquences – au contraire de la position de déni adoptée par les syndicats ;
- En constatant le passage à une société post-industrielle, profondément transformée par le développement des nouvelles technologies

En faisant le constat d'une démoyennisation de la société·

En termes sondagiers, en recourant, pour la première fois, à des focus groupes en politique·

S'inspirant des sociaux-démocrates suédois et faisant le constat d'une société à la mobilité accrue, les travaillistes ont par ailleurs promu une protection focalisée sur les travailleurs davantage que sur les emplois – dans une logique de sécurité sociale professionnelle.

RESULTATS ELECTORAUX ET LEADERSHIP

La Troisième voie a, en tout état de cause, rencontré un indéniable succès en termes électoraux : les travaillistes sont restés 13 ans au pouvoir, et auraient pu y rester davantage si le problème de leadership avait été résolu.

Au-delà des idées promues, le leadership a une importance cruciale : en prenant la tête du parti travailliste à la suite de la mort de John Smith, Tony Blair a largement participé au succès de la Troisième voie. A l'inverse, Gordon Brown n'a pu prolonger son action ; les travaillistes auraient peut-être pu rester au pouvoir si David Milliband avait pu prendre sa suite lors du Congrès précédent les élections (une alliance avec les LibDem aurait été envisageable).

Reste que la récente défaite s'inscrit dans une érosion progressive du vote travailliste, qui avait fait un score particulièrement élevé en 1997 (42%).

LES TROIS INCOMPREHENSIONS A L'EGARD DE LA TROISIEME VOIE

1. Ce n'est pas une hybridation de la social-démocratie avec le néo-libéralisme. Sa dénomination a pu engendrer des incompréhensions, en laissant accroître que la « troisième voie » était une nouvelle voie entre la droite et la gauche. Mais elle était originellement appelée « le

renouveau de la social-démocratie ». Ses objectifs sont ceux de la social-démocratie. Elle cherche de nouveaux moyens pour agir dans un monde en perpétuel mouvement.

2. Elle ne cherche pas seulement à s'appuyer sur les marchés dans un monde globalisé. Elle cherche également à entreprendre des investissements lourds, dans les infrastructures, l'éducation notamment.

3. Elle n'accepte pas les inégalités. Elle a certes échoué à limiter les inégalités par le haut. Mais elle a amélioré de 10% le pouvoir d'achat des deux déciles les plus pauvres de la population et réduit le nombre d'enfants pauvres de 600 000 sur la période où les travaillistes étaient au pouvoir. Le coefficient de Gini de la Grande-Bretagne s'est stabilisé sur la période, alors qu'il a augmenté dans la plupart des pays comparables.

POINTS CLES DE L'ACTION DES TRAVAILLISTES (1997-2010)

1. Nouvelle stratégie électorale, pour mettre en place une nouvelle coalition politique : ce que les gens veulent plutôt ; une mobilité sociale, un monde meilleur pour nos enfants

2. Importance clé d'un gouvernement actif : stratégie d'investissement social ; un Etat plus flexible, plus ouvert, pq jusque là contesté ; il n'y a pas que l'Etat qui agit pour l'intérêt général

3. Des réponses à tous les sujets : identité nationale, sécurité, « culturalisme robuste », réunir des communautés structurées isolément autour de valeurs communes (test de langues, ...)

4. Émergence d'une politique de lutte contre le changement climatique

5. Doctrine de la « communauté internationale » pour ne pas distinguer politique intérieure et internationale ; des succès (Afghanistan, ...) mais embourbement sur le sujet irakien, tâc